



Étude sur les flux touristiques le long du fleuve Hérault, de la rivière de la Vis et du Rieutord

Aménagement, accessibilité, gestion, sécurité, canalisation des flux, zones de baignade, différentes pratiques, législation et responsabilité



Rapport PHASE III Partie III Partie IV	<div>Mars 2011</div> <div>PHASE III : LE SCHEMA D'AMENAGEMENT ET DE GESTION</div>
Communauté de Communes des Cévennes Gangeoises et Suménoises	

SOMMAIRE (suite Partie I et II)

PARTIE III. Le schéma de maîtrise foncière et de gestion durable	153
I/ - Les préalables à l'aménagement : les contraintes d'urbanisme	153
II/ - La détermination du ou des maître(s) d'ouvrage	154
III /- Modalités et instruments de gestion par site.....	156
IV/ - Procédés et instruments de maîtrise foncière	182
IV.1 Les procédés et instruments de maîtrise foncière entre personnes publiques	182
IV.2 Les procédés et instruments de maîtrise foncière entre personnes publiques et personnes privées	190
 PARTIE IV. Les cas et régimes de responsabilité des différents acteurs	194
I/- Les cas de responsabilité des acteurs publics.....	194
I.1 La propriété de la personne publique du fait de ses ouvrages publics	194
I.2 La propriété de la personne publique du fait du service public.....	199
I.3 La propriété de la personne publique au titre des pouvoirs de police	203
II/- La responsabilité des personnes privées	207
II.1 La responsabilité du pratiquant.....	207
II.2 La responsabilité des propriétaires.....	212
II.3 La responsabilité des organisateurs privés	215
III/ - La responsabilité pénale des différents acteurs	222
III.1 Les éléments de la responsabilité pénale	222
III.2 Les principales infractions susceptibles d'être commises et sanctionnées en matière de pratique et d'organisation d'activités de loisirs ou sportives	223
III.3 La responsabilité pénale des personnes publiques	225
III.4 La responsabilité pénale des personnes privées.....	227
 ANNEXES	229

I/ - Les préalables à l'aménagement : les contraintes d'urbanisme

Le schéma d'aménagement et de gestion durable tient compte des contraintes d'urbanisme et du risque inondation qui touchent le territoire :

- En ce qui concerne la commune de Saint Laurent le Minier, elle n'est pas actuellement couverte par un PPRI, mais est identifiée dans l'atlas des zones inondables du département du Gard, avec donc application de précautions liées à ce risque (en référence aux documents relatifs au moyen Vidourle ou au Gardon).
- En ce qui concerne les communes du département de l'Hérault, la plupart des sites pressentis sont situés en zone « Rouge » R du PPRI « Haute Vallée de l'Hérault ».

Le règlement de ce PPRI autorise :

- ✕ les équipements d'intérêt général, lorsque leur implantation est techniquement irréalisable hors du champ d'inondation. Une étude hydraulique devra en définir les conséquences amont et aval et déterminer leur impact sur l'écoulement des crues, les mesures compensatoires à adopter visant à en annuler les effets et les conditions de leur mise en sécurité. Elle devra en outre faire apparaître les conséquences d'une crue exceptionnelle.
- ✕ la réalisation de petites voiries secondaires et peu utilisées (voies piétonnes, pistes cyclables, voies rurales et communales) au niveau du terrain naturel et qui ne créent pas d'obstacle à l'écoulement des crues
- ✕ la réalisation de réseaux enterrés sous réserve qu'ils ne soient pas vulnérables aux crues.
- ✕ les parcs de stationnement des véhicules sous réserve qu'ils soient organisés et réglementés à partir d'un dispositif d'annonces de crues.

Ce PPRI autorise donc les « petites voiries », et les parcs de stationnement, sous réserve « d'un dispositif d'annonces de crues ». En revanche, il n'autorise pas les « constructions nouvelles ».

Toutefois, si l'article R421-1 du code de l'urbanisme dispose que : « Les constructions nouvelles doivent être précédées de la délivrance d'un permis de construire », il prévoit aussi deux catégories d'exception :

- les « constructions » visées aux articles R. 421-2 à R. 421-8 qui sont dispensées de toute formalité au titre du code de l'urbanisme, et notamment ici : le mobilier urbain

- les « constructions » mentionnées aux articles R. 421-9 à R. 421-12 qui doivent seulement faire l'objet d'une déclaration préalable, et notamment ici : les constructions ayant pour effet de créer une surface hors oeuvre brute supérieure à deux mètres carrés et inférieure ou égale à vingt mètres carrés (barbecues, sanitaires et postes de secours).

Les prescriptions des documents d'urbanisme sont rappelées pour chaque site dans les développements qui vont suivre.

NB : Les procédures permettant la réalisation des aménagements et l'implantation des équipements seront exposés lors du schéma opérationnel de mise en œuvre.

II/ - La détermination du ou des maître(s) d'ouvrage

Le schéma d'aménagement et de gestion durable des sites de loisirs implantés sur le territoire d'étude nécessite de prendre en compte différents paramètres :

1) Ces interventions sont à réaliser en priorité sur des parcelles appartenant aux collectivités territoriales

2) Elles doivent prendre en compte les différents enjeux :

- ceux ressortant de la phase de diagnostic territorial : enjeux sécuritaires et environnementaux, cohérence territoriale (sites d'intérêt communautaires ou départemental)
- ceux liés aux compétences légales des différents acteurs, ainsi que ceux financiers.

3) Les interventions à réaliser sont relativement nombreuses :

- **réalisation et gestion d'aménagements/équipements**, selon le cas : aires de stationnement, accès immédiats, voiries douces, aménités (sanitaires, barbecues,...), signalétique, interfaces avec la voirie existante (notamment départementale),...
- **création et gestion de services** : baignade, animation, surveillance des sites
- **édiction de mesures de police.**

Les mesures de police sont attribuées par la loi aux autorités compétentes (notamment ici les communes) et ne peuvent donc faire l'objet d'un transfert, d'un partage, ou d'une attribution conventionnelle à d'autres personnes, y compris publiques.

En revanche, certaines opérations d'aménagement/équipement ou services nécessitent, pour leur mise en œuvre durable, d'être pris en charge de façon transversale, par une collectivité supra communale.

Le schéma d'aménagement et de gestion durable ici proposé tient donc compte de ces différents paramètres et permet une répartition relativement équilibrée des charges entre les différents acteurs territoriaux.

Globalement, et sous réserve de modification éventuelle des compétences de la communauté de communes, le schéma proposé est le suivant :

La Communauté de communes est maître d'ouvrage (aménagement/équipement et gestion) :

- des containers
- des sanitaires
- de la signalétique
- des sites de baignade aménagés et surveillés

NB : à l'exclusion de la mise en œuvre des réglementations (soit de la pratique, soit du « recensement-eaux de baignade ») qui demeurent de la compétence des maires dans le cadre de leur pouvoir de police.

Les communes, individuellement, sont maîtres d'ouvrages (aménagement/équipement et gestion) :

- des accès immédiats aux sites

- des stationnements
- des aménagements/équipements de « loisirs » ou de « confort »

Le Conseil général est maître d'ouvrage (aménagement/équipement et gestion) :

- des sites dont il est propriétaire
- des équipements nautiques (dans le cadre de sa politique « ck »)
- des « raccords » avec la voirie départementale.

La proposition est identique pour ONF.

Les conventions et mesures de police nécessaires à la mise en œuvre du sont signalées au fur et mesure des besoins.

Comme attendu par le maître d'ouvrage de l'étude, et dans la perspective d'une mise en œuvre durable, la majorité des aménagements/équipements projetés sont envisagées sur des emprises dont la maîtrise publique **est déjà acquise** : soit propriété privée des personnes publiques (avec, au regard des aménagements spéciaux et de l'affectation au public déjà existant ou ici projetés et renforcés, basculement dans leur domaine public), soit domaine public de ces collectivités.

Toutefois, au regard:

- soit de la configuration relativement exigüe des sites, (pris, en quelque sorte, entre les cours d'eau, les voies publiques et un relief relativement escarpé)
- soit d'une relative affectation « de fait » de certains sites à un usage public

L'implantation de certains éléments est à envisagée sur quelques emprises privées, notamment le site de baignade le plus fréquenté du département à Saint Etienne d'Issensac.

III /- Modalités et instruments de gestion par site

SV07 - CASCADE DES FORCES - SV08 LES FORCES

Commune de Cazilhac	Priorité 1-2
Vocation	Enjeu intercommunal
Baignade non aménagée et non surveillée	

❖ Urbanisme :

Le site pressenti est en zone N.

Cette zone admet :

- les équipements d'utilité publique, soit nécessaires à la sécurité (incendie), soit nécessaires à l'accessibilité
- les équipements d'intérêt public d'infrastructure et ouvrages techniques qui y sont liés.

En ce qui concerne le PPRI, les sites pressentis sont en zone rouge.

- **les équipements et aménagements envisagés y sont donc possibles.**

❖ Contraintes propriété :

Le stationnement 2 et le cheminement qui y conduit, nécessitent une occupation de parcelles privées, et donc leur maîtrise publique préalable, soit par convention, soit par acquisition :

Destination	Réf parcelle	Superficie totale (m²)	Besoin (m²)	Propriétaire
Stationnement 2	AC330	5500	1500	COLANCON Jacques
Cheminement liaison stationnement 2	A201	4226	1000	DE RODEZ-BENAVENT Marie
Cheminement liaison stationnement 2	AC0420	3165	1000	FEDERATION DE PECHE DE L'HERAULT

❖ Schéma de réalisation et de gestion des équipements/aménagements et services

Nature	Resp. Création ou construction	Outils de mise en œuvre	Resp. Gestion	Outils de mise en œuvre
Stationnements1/2	Commune	MTP ¹	Commune	Régie
Cheminements	Commune	MTP	Commune	Régie
Borne d'appel d'urgence	Commune	Convention Commune/CG	CG	Convention Commune/CG
Sanitaire	Communauté de communes	Convention Commune/Communauté de	Com.com	MPS ²

¹ MTP : marché de travaux publics

² MSP : marché public de service

		communes + MTP		
Containers	Communauté de communes	régie	Communauté de communes	Régie/MPS
Baignade non surveillée				
Signaler et matérialiser les dangers	Maire	Arrêté municipal	Commune	Police municipale
Intervention secours (Borne d'appel)	Commune	Convention/CG Commune	CG	Convention/CG Commune
Règlementation eaux de baignade (recensement, contrôle qualité)	Commune	Maire + services Communaux + ARS	Commune	Maire + services Communaux + ARS

SV05 « CASCADE DE LA VIS »

Commune de Saint-Laurent-le-Minier	Priorité 1
Vocation	Enjeu interdépartemental (Hérault/Gard)
Aire de détente et de loisirs	
Aire de pique-nique en rive droite	
Aire de pique-nique et barbecue sur la zone de la Barquette	

❖ Urbanisme

Le site pressenti est en zone ND.

Cette zone admet les **équipements d'utilité publique nécessaires aux installations et équipements sportifs ou à l'accessibilité du site et à l'accueil du public** (stationnement et sanitaires).

NB :

- *Le règlement exige que les sanitaires soient raccordés au réseau existant*
- *Une partie du site est en zone NDa : zone de protection de captage : aucun équipement et aménagement ne devront y être implantés.*
- *Un arrêté municipal y interdit l'allumage et le transport du feu à 200 mètres d'un espace boisé (AM du 11 juin 2007).*
- *En ce qui concerne la commune de Saint Laurent le Minier, elle n'est pas actuellement couverte par un PPRI, mais est identifiée dans l'atlas des zones inondables du département du Gard, avec donc application de précautions liées à ce risque (en référence aux documents relatifs au moyen Vidourle ou au Gardon).*

- **Sous les réserves ci-avant, les équipements et aménagements envisagés y sont donc possibles (à l'exclusion du Barbecue).**

❖ Contraintes propriété :

Le stationnement 1 nécessite une occupation de parcelles privées, et donc leur maîtrise publique préalable, par convention ou acquisition :

Destination	Réf parcelle	Superficie totale (m²)	Besoin (m²)	Propriétaire
Stationnement 1	OB0033	1035	1000	SOCIETE CIVILE PISCICULTURE DES SOURCES DE LA SERANNE
Stationnement 1	OB0123	987	150	SOCIETE CIVILE PISCICULTURE DES SOURCES DE LA SERANNE

❖ Schéma de réalisation et de gestion des équipements/aménagements et services

Nature	Resp Création ou construction	Outils de mise en oeuvre	Resp Gestion	Outils de mise en oeuvre
Stationnement	Commune	MTP ³	Commune	régie
RIS	Communauté de communes	MTP	Communauté de communes	régie
Sanitaire	Communauté de communes	Convention Commune/Communauté de communes + MTP	Com.com	MPS ⁴
Cheminements	Commune	MTP ⁵	Commune	régie
Borne d'appel d'urgence	Commune	Convention Commune/CG	CG	Convention Commune/CG
Pique Nique/Feu	Commune	MTP ⁶	Commune	régie
Points d'eau	Commune	MTP ⁷	Commune	régie
Container	Communauté de communes	régie	Communauté de communes	Régie/MSP
Baignade non surveillée				
Signaler et matérialiser les dangers	Maire	Arrêté municipal	Commune	Police municipale
Intervention secours (Borne d'appel)	Commune	Convention/CG Commune	CG	Convention/CG Commune
Règlementation eaux de baignade (recensement, contrôle qualité)	Commune	Maire + services Communaux + ARS	Commune	Maire + services Communaux + ARS

³ MTP : marché de travaux publics

⁴ MSP : marché public de service

⁵ MTP : marché de travaux publics

⁶ MTP : marché de travaux publics

⁷ MTP : marché de travaux publics

SV04 « PLANTEYROLS »

Commune de Gorniès	Priorité 2
Vocation	Enjeu intercommunal
Aire de détente et de loisirs en bord de rivière : pêche ; sentier en berge	

❖ Urbanisme

- Le site pressenti est en zone ND.

Cette zone admet les équipements d'utilité publique de sécurité, de salubrité et d'accessibilité, ainsi que les équipements **d'intérêt public** d'infrastructures et ouvrages techniques qui y sont liés.

- Cette commune n'est pas couverte par un PPRI.

➤ **Les équipements et aménagements envisagés y sont donc possibles.**

❖ Schéma de réalisation et de gestion des équipements/aménagements et services

Nature	Resp Création ou construction	Outils de mise en oeuvre	Resp Gestion	Outils de mise en oeuvre
Stationnements	Commune	MTP ⁸	Commune	régie
Cheminement	Commune	MTP ⁹	Commune	régie
RIS	Commune	MTP ¹⁰	Commune	régie
Sanitaires	Communauté de communes	Convention Commune/Communauté de communes + MTP	Communauté de communes	MPS ¹¹
Borne d'appel d'urgence	Commune	Convention Commune/CG	CG	Convention Commune/CG
Containers	Communauté de communes	régie	Communauté de communes	Régie/MPS
Baignade non surveillée				
Signaler et matérialiser les dangers	Maire	Arrêté municipal	Commune	Police municipale
Intervention secours (Borne d'appel)	Commune	Convention/CG Commune	CG	Convention/CG Commune
Règlementation eaux de baignade (recensement, contrôle qualité)	Commune	Maire + services Communaux + ARS	Commune	Maire + services Communaux + ARS

SV03 « LE GRENOUILLET »

⁸ MTP : marché de travaux publics

⁹ MTP : marché de travaux publics

¹⁰ MTP : marché de travaux publics

¹¹ MPS : marché public de service

Commune de Gorniès	Priorité 2
<i>Propriété Office National des Forêts</i>	
Vocation	Enjeu intercommunal/ONF
Aire de pique-nique avec foyer aménagé (12 tables)	
Sentier de randonnée (PR) et sentier thématique « Forêt » autour de l'Arboretum Charles Flahault	

❖ Urbanisme

Le site pressenti est en zone ND.

Cette zone admet les équipements d'utilité publique de sécurité, de salubrité et d'accessibilité, ainsi que les équipements **d'intérêt public** d'infrastructures et ouvrages techniques qui y sont liés.

Cette commune n'est pas couverte par un PPRI.

- **Les équipements et aménagements envisagés y sont donc possibles.**

❖ Schéma de réalisation et de gestion des équipements/aménagements et services

Nature	Resp Création ou construction	Outils de mise en oeuvre	Resp Gestion	Outils de mise en oeuvre
Stationnement	ONF	MTP	ONF	régie
Pique-nique/feu	ONF	MTP	ONF	régie
RIS	Communauté de communes	MTP	Communauté de communes	régie
Sanitaires	Communauté de communes	Convention Commune/Communauté de communes + MTP	Com.com	MPS ¹²
Liaison piétonne	ONF	MTP	ONF	régie
Containers	Communauté de communes	régie	Communauté de communes	Régie/MPS

¹² MSP : marché public de service

SH01 « AIRE DU MAS DE SERVARET »

Commune de Sumène	Priorité 2
Vocation	Enjeu local
Aire de pique-nique en bord de route	

- Demander au propriétaire concerné de signaler et matérialiser sa propriété privée et d'en empêcher l'accès

❖ Schéma de réalisation et de gestion des équipements/aménagements et services

Nature	Resp Création ou construction	Outils de mise en oeuvre	Resp Gestion	Outils de mise en oeuvre
Baignade non surveillée				
Signaler et matérialiser les dangers	Maire	Arrêté municipal	Commune	Police municipale
Intervention secours (Borne d'appel)	Commune	Convention/CG Commune	CG	Convention/CG Commune
Règlementation eaux de baignade (recensement, contrôle qualité)	Commune	Maire + services Communaux + ARS	Commune	Maire + services Communaux + ARS
Cheminement piéton	Commune	MTP ¹³	Commune	régie

¹³ MTP : marché de travaux publics

SH02 « AIRE DE LA GENOUVEZE »

Commune de Saint-Julien-de-la-Nef	Priorité 2
Vocation	Enjeu intercommunal
Aire de repos	
Aire de détente en bord de rivière	

Baignade interdite : motif qualité de l'eau

- **Edicter un arrêté municipal + affichage**

❖ **Schéma de réalisation et de gestion des équipements/aménagements et services**

Nature	Resp Création ou construction	Outils de mise en oeuvre	Resp Gestion	Outils de mise en ouvre
Baignade interdite	Maire	Arrêté municipal	Commune	Police municipale
Signaler, matérialiser, contrôler l'interdiction	Maire	Arrêté municipal	Commune	Police municipale

SH02 « AIGUEFOLLE »

Commune de Saint-Julien-de-la-Nef	Priorité 2
Vocation	Enjeu intercommunal
Aire de détente en bord de rivière	

Baignade interdite : motif qualité de l'eau

- **Edicter un arrêté municipal + affichage**

❖ Schéma de réalisation et de gestion des équipements/aménagements et services

Nature	Resp Création ou construction	Outils de mise en oeuvre	Resp Gestion	Outils de mise en oeuvre
Baignade interdite	Maire	Arrêté municipal	Commune	Police municipale
Signaler, matérialiser, contrôler l'interdiction	Maire	Arrêté municipal	Commune	Police municipale

SH04 « LES DEUX PONTS »

Commune de Ganges	Priorité 2
<i>NB : Ce site initialement nommé « Zone publique de Ganges » est ici renommé en « Les Deux Ponts »</i>	
Vocation	Enjeu intercommunal / départemental
Loisirs et détente en bord de rivière (type espace vert) ; Pêche	
Embarquement public canoë-kayak (prestataires CK, départ du parcours nautique)	

❖ Urbanisme

Le site pressenti est, selon le cas, en zone UB3 ou en zone NDn.

La zone UB3 admet **notamment** les constructions à usage d'habitation, de commerce, de bureau, de **service**, et activités autres qu'ICPE.

Les affouillements et exhaussements des sols nécessaires à la réalisation des opérations ci-avant admises sont permis.

La zone NDn admet les équipements d'utilité publique nécessaire à la sécurité (contre l'incendie) et à **l'accessibilité, les équipements d'intérêt public, les infrastructures et ouvrages techniques qui y sont liés.**

- **Les équipements et aménagements envisagés y sont donc possibles (à l'exclusion du Barbecue).**

❖ Schéma de réalisation et de gestion des équipements/aménagements et services

Nature	Resp Création ou construction	Outils de mise en oeuvre	Resp Gestion	Outils de mise en oeuvre
Stationnement	Commune	MTP ¹⁴	Commune	régie
Voirie	Commune	MTP	Commune	régie
Mise à l'eau	Commune	MTP	Commune	régie
Nettoyage du site avec maintien des espèces boisées	Commune	régie ou MS ¹⁵	Commune	régie
RIS	Communauté de communes	MTP	Communauté de communes	régie
Containers	Communauté de communes	régie	Communauté de communes	régie/MPS
Pose de bancs	Commune	MTP	Commune	régie
cheminement	Commune	MTP	Commune	régie

¹⁴ MTP : marché de travaux publics

¹⁵ MSP : Marché de service

SH05 « LAROQUE CENTRE »

Commune de Laroque	Priorité 2
Vocation	Enjeu intercommunal
Baignade aménagée et surveillée	
Loisirs et détente en bord de rivière : Pêche	
(Ponctuellement) : Zone de sortie potentielle en cas de problématique sur le parcours nautique	

❖ Urbanisme

Le site pressenti est en zone ND.

Cette zone admet les équipements d'utilité publique soit nécessaires à la sécurité (lutte contre l'incendie), soit nécessaires à **l'accessibilité du site, ainsi que les équipements d'infrastructure d'intérêt public.**

En ce qui concerne le PPRI, les sites pressentis sont en zone bleue.

- **Les équipements et aménagements envisagés y sont donc possibles.**

❖ Schéma de réalisation et de gestion des équipements/aménagements et services

Nature	Resp Création ou construction	Outils de mise en oeuvre	Resp Gestion	Outils de mise en oeuvre
Stationnement	Commune	MTP ¹⁶	Commune	régie
RIS	Communauté de communes	MTP	Communauté de communes	régie
Balilage	Communauté de communes	MTP	Communauté de communes	régie
Signalétique nautique	CG	MTP	CG	régie
Baignade surveillée				
Poste de secours/sanitaires	Communauté de communes	Convention/aménagement/ Commune	Communauté de communes	régie
Surveillance/activité	Communauté de communes	DSP/Commune/com.com	Communauté de communes	DSP/Commune/com.com
Réglementation Matérialiser Signaler les dangers sur la zone proche	Commune	Arrêté municipal	Commune	Police municipale
Règlementation eaux de baignade	Commune	Maire + services Communaux + ARS	Commune	Maire + services Communaux + ARS
Règlementation eaux de baignade	Communauté de communes	Communauté de communes + ARS	Communauté de communes	Communauté de communes + ARS

¹⁶ MTP : marché de travaux publics

Commune de Cazilhac

Propriété Conseil général de l'Hérault (Acquisition TDENS)

Priorité 2

Enjeu intercommunal / départemental

Vocation

Détente et loisirs : Aire de pique-nique, place à feux, sanitaires, espace de spectacle (ponctuel), parcours de santé (existant).

❖ **Urbanisme**

Le site pressenti est en zone N et ne porte pas atteinte aux orientations retenues pour le « Domaine du Fesquet » telles que définies par le PLU.

La zone N admet :

- les équipements d'utilité publique soit nécessaires à la sécurité (incendie), soit nécessaires à l'accessibilité
- les équipements d'intérêt public d'infrastructure et ouvrages techniques qui y sont liés.

En ce qui concerne le PPRI, les sites pressentis sont en zone rouge.

- **les équipements et aménagements envisagés y sont donc possibles.**

❖ **Schéma de réalisation et de gestion des équipements/aménagements et services**

Baignade interdite « Zone de pique-nique » : motif présence du seuil + chenal de navigation CK

Baignade non surveillée en berges (aval du seuil)

- **Edicter un arrêté municipal + affichage**

Nature	Resp Création ou construction	Outils de mise en oeuvre	Resp Gestion	Outils de mise en oeuvre
Stationnements	CG	MTP ¹⁷	CG	régie
Pique-nique/Feu/point d'eau	CG	MTP ¹⁸	CG	régie
RIS	Communauté de communes	MTP	Communauté de communes	régie
Balisage	Communauté de communes	MTP	Communauté de communes	régie
Borne d'appel d'urgence	Commune	Convention Commune/CG	CG	Convention Commune/CG
Sanitaire	Communauté de communes	Convention Communauté de communes/CG + MTP	Com.com	MPS ¹⁹
Signalétique informative sur site	Communauté de communes	MTP	Communauté de communes	régie
Containers	Communauté de communes	régie	Communauté de communes	Régie/MPS
Baignade interdite	Maire	Arrêté municipal	Commune	Police municipale
Signaler, matérialiser, contrôler l'interdiction	Maire	Arrêté municipal	Commune	Police municipale

¹⁷ MTP : marché de travaux publics

¹⁸ MTP : marché de travaux publics

¹⁹ MSP : marché public de service

SH08-SH09 « GORGES DE L'HERAULT »

Communes de Laroque et Saint-Bauzille-de-Putois

Bord de route départementale RD986

Priorité 1

Enjeu intercommunal / départemental

Vocation

Loisirs et détente en berges

Accès aux sites de pratique sportive de nature ; randonnée, escalade et spéléologie

❖ Urbanisme

Selon le cas, on se trouve sur la Commune de Saint-Bauzille-de-Putois ou sur la Commune de Laroque

- En ce qui concerne la commune de **Saint-Bauzille-de-Putois** ne dispose pas de POS, ni de Plu, elle est donc soumise au RNU.

Les articles R 111-1 et suivants du Code de l'urbanisme viennent limiter l'octroi du permis de construire pour des considérations liées à la sécurité, la salubrité, la desserte, la protection des espaces naturel, l'intérêt financier de la commune, l'implantation, le volume ou l'aspect extérieur des constructions.

En ce qui concerne le PPRI :

- le site des « Gorges de l'Hérault », est hors PPRI
- le site de la « Plage » est en zone rouge.

➤ **Les équipements et aménagements envisagés, non soumis à permis de construire, y sont donc possibles.**

- En ce qui concerne la commune de **Laroque**, on se trouve en zone ND.

Cette zone admet les équipements d'utilité publique soit nécessaires à la sécurité (lutte contre l'incendie), soit nécessaires à **l'accessibilité du site, ainsi que les équipements d'infrastructure d'intérêt public.**

En ce qui concerne le PPRI, les sites pressentis sont en zone bleue.

➤ **Les équipements et aménagements envisagés y sont donc possibles.**

❖ Contraintes propriété :

Le stationnement 2 et le cheminement qui y conduit, nécessitent une occupation de parcelles privées, et donc leur maîtrise publique préalable, soit par convention, soit par acquisition :

Destination	Réf parcelle	Superficie totale (m²)	Besoin (m²)	Propriétaire
Stationnement 1	C0397	1052	370	SOCIETE D'AMENAGEMENT DES GROTTES DE LAROQUE
Stationnement 2	E0456	3225	2500	Mr COLANCON Jacques Jean

❖ Schéma de réalisation et de gestion des équipements/aménagements et services

Nature	Resp Création ou construction	Outils de mise en oeuvre	Resp Gestion	Outils de mise en oeuvre
Stationnements	Communes	MTP ²⁰	Communes	régie
Balilage	Communauté de communes	MTP	Communauté de communes	régie
RIS	Communauté de communes	MTP	Communauté de communes	régie
Sanitaires	Communauté de communes	Convention Communes/Communauté de communes + MTP	Com.com	MPS ²¹
Baignade Non Surveillée				
Signaler et matérialiser les dangers	Maire	Arrêté municipal	Communes	Police municipale
Intervention secours (Borne d'appel)	Communes	Convention/CG Commune	CG	Convention/CG Commune
Règlementation eaux de baignade (recensement, contrôle qualité)	Communes	Maire + services Communaux + ARS	Communes	Maire + services Communaux + ARS

²⁰ MTP : marché de travaux publics

²¹ MSP : marché public de service

« ZONE PUBLIQUE D'AGONES »

Commune d'Agonès

Site fermé (barrière), non fréquenté, n'ayant pas fait l'objet d'une fiche site

Enjeu intercommunal

Vocation – Sous réserve de modification du POS

Aire de pique-nique et de loisirs

Aire de repos / secours sur le parcours nautique « Ganges-Brissac »

❖ Urbanisme

Le site pressenti est en zone NC.

Cette zone admet les équipements **d'utilité publique**, mais est réservée à l'exploitation agricole, l'élevage, l'exploitation des ressources du sous-sol ou de la forêt.

La destination de loisir n'est pas prévue.

En ce qui concerne le PPRI, les sites pressentis sont en zone rouge.

➤ **Les équipements et aménagements envisagés nécessitent une modification du POS.**

❖ Schéma de réalisation et de gestion des équipements/aménagements et services

Nature	Resp Création ou construction	Outils de mise en oeuvre	Resp Gestion	Outils de mise en oeuvre
Stationnement	Commune	MTP ²²	Commune	régie
Containers	Communauté de communes	régie	Communauté de communes	Régie/MPS
RIS	Communauté de communes	MTP	Communauté de communes	régie
Sanitaires	Communauté de communes	Convention Commune/Communauté de communes + MTP	Com.com	MPS ²³
Pique-nique/Place à feu/ points d'eau	commune	MTP ²⁴	Commune	régie

²² MTP : marché de travaux publics

²³ MSP : marché public de service

²⁴ MTP : marché de travaux publics

SH11 « PLAGE DE SAINT-BAUZILLE-DE-PUTOIS »

Commune de Saint-Bauzille-de-Putois	Priorité 1
Vocation	Enjeu intercommunal
Baignade aménagée et surveillée en dehors de la zone de rapide, zone accessible PMR	
Aire de détente et de loisirs en bord de rivière : baignade non aménagée et non surveillée, pêche, pique-nique	
Aire de pique-nique en complément des aménagements et équipements sportifs (boulodrome, sanitaires, stationnement, skate parc, centre de loisirs..)	

❖ Urbanisme

La commune ne dispose pas de POS, ni de Plu, elle est donc soumise au RNU.

Les articles R 111-1 et suivants du Code de l'urbanisme viennent limiter l'octroi du permis de construire pour des considérations liées à la sécurité, la salubrité, la desserte, la protection des espaces naturels, l'intérêt financier de la commune, l'implantation, le volume ou l'aspect extérieur des constructions.

En ce qui concerne le PPRI :

- le site des « Gorges de l'Hérault », est hors PPRI
- le site de la « Plage » est en zone rouge.

- **Les équipements et aménagements envisagés, non soumis à permis de construire, y sont donc possibles.**

❖ Schéma de réalisation et de gestion des équipements/aménagements et services

Nature	Resp Création ou construction	Outils de mise en oeuvre	Resp Gestion	Outils de mise en oeuvre
Stationnements	Commune	MTP ²⁵	Commune	régie
cheminement d'accès	Commune	MTP ²⁶	Commune	régie
RIS	Communauté de communes	régie	Communauté de communes	Régie/MSP
Containers	Communauté de communes	régie	Communauté de communes	Régie/MPS
Signalétique directionnelle	Communauté de communes	régie	Communauté de communes	Régie/MSP
Baignade surveillée				
Poste de secours/sanitaires	Communauté de communes	Convention/aménagement/Commune/Communauté de communes	Communauté de communes	régie
Surveillance/activité	Communauté de communes	DSP/Commune/com.com	Communauté de communes	DSP/Commune/com.com
Règlementation Matérialiser zone de baignade Signaler les dangers sur la zone proche	Commune	Arrêté municipal	Commune	Police municipale
Règlementation eaux de baignade (recensement)	Commune	Maire + services Communaux + ARS	Commune	Maire + services Communaux + ARS
Règlementation eaux de baignade (contrôle qualité, information du public)	Communauté de communes	Com.com + ARS	Communauté de communes	Communauté de communes + ARS

²⁵ MTP : marché de travaux publics

²⁶ MTP : marché de travaux publics

SA01 « PARC DE BRISSAC »

Commune de Brissac	Priorité 2
Vocation	Enjeu local / intercommunal
Parc, espace vert aménagé, avec sensibilisation au milieu aquatique	

❖ Urbanisme

Le site est en zone ND.

Cette zone n'admet que :

- l'extension mesurée des bâtiments existants
 - les infrastructures d'assainissement, d'adduction à l'eau potable, de sécurité (incendie) et d'accessibilité
- Le kiosque peut nécessiter une modification du règlement de la zone. Les autres équipements et aménagements envisagés y sont possibles

❖ Schéma de réalisation et de gestion des équipements/aménagements et services

Nature	Resp Création ou construction	Outils de mise en oeuvre	Resp Gestion	Outils de mise en oeuvre
Cheminement piéton	Commune	MTP ²⁷	Commune	régie
RIS	Communauté de communes	MTP	Communauté de communes	régie
Aménagement d'un kiosque	Commune	MTP ²⁸	Commune	régie
Signalétique	Communauté de communes	régie	Communauté de communes	régie/MSP

²⁷ MTP : marché de travaux publics

²⁸ MTP : marché de travaux publics

PH11 « BARRAGE DE LA VERNEDE » - DEBARQUEMENT PUBLIC

Commune de Brissac	Priorité 1
Propriétés privées	
Vocation	Enjeu départemental
Aire de débarquement public sur le parcours Ganges-Brissac	

❖ Urbanisme

Le site est en zone ND.

Cette zone n'admet que :

- l'extension mesurée des bâtiments existants
- les infrastructures d'assainissement, d'adduction à l'eau potable, de sécurité (incendie) et d'accessibilité
- Les équipements et aménagements envisagés y sont possibles.

❖ Contraintes propriété :

L'aménagement de l'aire de débarquement publique nécessitent une occupation de parcelles privées, et donc leur maîtrise publique préalable, soit par convention, soit par acquisition, soit par expropriation :

PARCELLES PRIVEES / ACQUISITION FONCIERE / CONVENTION

Destination	Réf parcelle	Superficie totale (m²)	Besoin (m²)	Propriétaire
PH11 – Débarquement actuel	AR0023 AR0022	4278 2617	2000	GROUPEMENT FONCIER AGRICOLE D'AUBANEL
Barrage	AR0260 AR0026	209 44213	-	DUFFOUR Christine (Rive Gauche) GROUPEMENT FONCIER AGRICOLE D'AUBANEL (Rive droite)

❖ Schéma de réalisation et de gestion des équipements/aménagements et services

Site faisant l'objet d'une réflexion au sein du Conseil général en concertation avec les acteurs sportifs et touristiques.

SH12 « DOMAINE DEPARTEMENTAL DU MOULIN NEUF »

Commune de Brissac	Priorité 1
<i>Propriété du Conseil général de l'Hérault</i>	
Vocation	Enjeu départemental
Aire de détente et de loisirs en bord de rivière (loisirs socioculturels, familles)	
Aire de repos sur le parcours nautique	

❖ Urbanisme

Le site est en zone ND.

Cette zone n'admet que :

- l'extension mesurée des bâtiments existants
- les infrastructures d'assainissement, d'adduction à l'eau potable, de sécurité (incendie) et d'accessibilité
- **Les équipements et aménagements envisagés y sont possibles**

❖ Schéma de réalisation et de gestion des équipements/aménagements et services

Nature	Resp Création ou construction	Outils de mise en oeuvre	Resp Gestion	Outils de mise en oeuvre
Stationnement	CG	MTP ²⁹	CG	régie
RIS	Communauté de communes	MTP	Communauté de communes	Régie
Containers	Communauté de communes	régie	Communauté de communes	Régie/MPS
Sanitaire	Communauté de communes	Convention Communauté de communes/CG + MTP	Communauté de communes	MPS ³⁰
Balissage	Communauté de communes	MTP	Communauté de communes	Régie
Baignade Non Surveillée				
Signaler et matérialiser les dangers	Maire	Arrêté municipal	Commune	Police municipale
Intervention secours (Borne d'appel)	Commune	Convention/CG Commune	CG	Convention/CG Commune
Règlementation eaux de baignade	Commune	Maire + services Communaux + ARS	Commune	Maire + services Communaux + ARS

SH13-SH14 « SITE ET PONT DE SAINT-ETIENNE D'ISSENSAC »

²⁹ MTP : marché de travaux publics

³⁰ MSP : marché public de service

Commune de Brissac	Priorité 1
<i>Propriétés privées</i>	
Vocation	Enjeu Départemental
Baignade aménagée et surveillée en période estivale	
Aire de pique-nique et barbecue en rive gauche en amont du pont, à l'entrée du site (premier stationnement)	
Activités de découverte environnementale et patrimoniale et activités sportives toute l'année.	

❖ Urbanisme

Selon le cas, les équipements se trouvent en zone ND ou NC.

La zone ND n'admet que :

- l'extension mesurée des bâtiments existants
- les infrastructures d'assainissement, d'adduction à l'eau potable, de sécurité (incendie) et d'accessibilité

La zone NC est quand à elle réservée à l'exploitation agricole, l'élevage, l'exploitation forestière ou du sous-sol

En ce qui concerne le PPRI, les sites pressentis sont en zone rouge.

- **Les équipements et aménagements envisagés nécessitent une modification du zonage sur les parcelles concernées (non actuellement exploitées comme prévues par le POS, mais affectées de fait à la fréquentation du public).**

❖ Contraintes propriété :

Les aménagements et équipements envisagés nécessitent une occupation de parcelles privées, et donc leur maîtrise publique préalable, soit par convention, soit par acquisition, soit par expropriation :

PARCELLES PRIVEES / ACQUISITION FONCIERE / CONVENTION

Destination	Réf parcelle	Superficie totale (m²)	Besoin (m²)	Propriétaire
Stationnement 1	AS0009	18177	2400	SLUYTS MARIE LOUISE JULIA
	AS0086	169353		STUYCK JOSEPH HUBERT PANCRAE
Plage	AS0010	13660	2500	STUYCK JOSEPH HUBERT PANCRAE
Stationnement 2	AR0227	85191	2400	GEENS LUTGARDIS MARIA CORNELIA
Liaison douce (D4)	AR0103	1532	200	PEYRIERE ALINE EMILIE HENRIETTE
Aire de pique-nique Rive Gauche	AT0026	5638	800	DUFFOUR CHRISTINE MARIE SOPHIE

❖ Schéma de réalisation et de gestion des équipements/aménagements et services

Nature	Resp	Création ou	Outils de mise en	Resp Gestion	Outils de mise en
--------	------	-------------	-------------------	--------------	-------------------

	construction	oeuvre		ouvre
Stationnement	CG	MTP ³¹	CG	régie
RIS	Communauté de communes	MTP	Communauté de communes	régie
Containers	Communauté de communes	régie	Communauté de communes	régie/MPS
Borne d'appel d'urgence	Commune	Convention/CG Commune	CG	Convention/CG Commune
Sanitaires	Communauté de communes	Convention CG/Communauté de communes + MTP	Com.com	MPS ³²
cheminements	CG	MTP ³³	CG	régie
Pique-nique/feu/point d'eau	CG	MTP ³⁴	CG	régie
Baignade surveillée				
Poste de secours	Communauté de communes	Convention/aménagement/ Commune	Communauté de communes	régie
Surveillance/activité	Communauté de communes	DSP/Commune/com.com	Communauté de communes	DSP/Commune/com.com
Réglementation Matérialiser zone de baignade Signaler les dangers sur la zone proche	Commune	Arrêté municipal	Commune	Police municipale
Règlementation eaux de baignade (recensement)	Commune	Maire + services Communaux + ARS	Commune	Maire + services Communaux + ARS
Règlementation eaux de baignade (contrôle qualité, information du public)	Communauté de communes	Communauté de communes + ARS	Communauté de communes	Communauté de communes + ARS

³¹ MTP : marché de travaux publics

³² MSP : marché public de service

³³ MTP : marché de travaux publics

³⁴ MTP : marché de travaux publics

SEL01 « L'AIRE DE SAINT-MARTIAL »

Commune de Saint-Martial	Priorité 2
Vocation	Enjeu intercommunal
Aire de pique-nique	
Aire de loisirs et de jeux pour enfants	

❖ Schéma de réalisation et de gestion des équipements/aménagements et services

Nature	Resp Création ou construction	Outils de mise en oeuvre	Resp Gestion	Outils de mise en oeuvre
Stationnement	Commune	MTP ³⁵	Commune	régie
RIS	Communauté de communes	MTP	Communauté de communes	Régie
Borne d'appel d'urgence	Commune	Convention/CG Commune	CG	Convention/CG Commune
Containers	Communauté de communes	régie	Communauté de communes	régie/MPS

³⁵ MTP : marché de travaux publics

SR01 « MAISON DE COMBE CHAUDE »

Commune de Sumène	Priorité 3
Vocation	Enjeu intercommunal
Aire de départ de randonnées pédestres	

❖ **Urbanisme**

PLU non consulté

❖ **Schéma de réalisation et de gestion des équipements/aménagements et services**

Nature	Resp Création ou construction	Outils de mise en oeuvre	Resp Gestion	Outils de mise en oeuvre
RIS	Communauté de communes	MTP	Communauté de communes	Régie
Borne d'appel d'urgence	Commune	Convention/CG Commune	CG	Convention/CG Commune

IV/ - Procédés et instruments de maîtrise foncière

IV.1 Les procédés et instruments de maîtrise foncière entre personnes publiques

Les équipements sportifs réalisés sur le domaine public d'une collectivité peuvent être réalisés par elle-même ou pour son propre compte par l'intermédiaire d'un délégataire d'une mission de service public.

Plusieurs cas sont à envisager : Lorsque la personne publique qui veut équiper le site, est propriétaire de la dépendance du domaine public à équiper, cela ne soulève pas de difficultés. Mais si une personne publique souhaite effectuer de tels aménagements sur le domaine public d'une autre personne publique, il faut envisager soit une convention de transfert ou de superposition de gestion, soit éventuellement un transfert de propriété.

1^{er} cas : La personne publique est propriétaire du domaine public sur lequel les opérations d'aménagement ou les équipements doivent avoir lieu.

Les collectivités publiques disposent librement du domaine public dont elles sont propriétaires. Elles peuvent procéder aux changements d'affectation qui leur paraissent utiles pour l'intérêt de la bonne gestion du domaine public.

Cette faculté leur est largement reconnue par le Conseil d'Etat, selon le principe « *des pouvoirs généraux d'administration* » des collectivités publiques, car ces changements d'affectation ne portent pas atteinte au principe de l'inaliénabilité du domaine public :

- CE 5 mai 1944, n° 68 168, Sté auxiliaire d'entreprise
- CE 2 décembre 1994, n° 190 181, Département de la Seine Saint Denis.

Les collectivités publiques peuvent affecter de façon formelle ou simplement matérielle certaines dépendances de ce domaine public à un service public qu'elles instaurent, ou à un équipement qu'elles réalisent et donc procéder, à l'intérieur de leur domaine public, à de nouvelles affectations.

L'opération d'affectation peut être la conséquence soit d'un acte juridique, soit d'une situation matérielle. Dans le 1^{er} cas, on parle d'affectation formelle, dans le second, d'affectation matérielle.

L'affectation formelle prend la forme juridique d'un arrêté qui fixe la destination d'un bien.

L'affectation matérielle résulte d'une situation de fait : l'usage d'un bien immobilier par le public ou par un service public. Elle consiste en la constatation de cette circonstance.

La collectivité propriétaire peut, après coup, prendre un acte d'affectation et de classement, et ainsi reconnaître formellement l'affectation matérielle. Cette reconnaissance peut être effectuée par un juge amené, lors d'un litige, à s'interroger sur la nature d'un bien.

L'affectation formelle est un acte administratif unilatéral de la personne publique concernée : arrêté municipal, délibération communautaire par exemple pour le domaine public de la commune ou de l'EPCI.

L'affectation matérielle résulte de la constatation d'un état de fait : une parcelle du domaine public fait l'objet d'une destination à un service public ou à un équipement public dont la personne publique concernée a la charge.

NB : Les collectivités publiques peuvent faire entrer dans leur domaine public des parcelles ou des voies appartenant à leur domaine privé, soit par affectation formelle (acte de classement), soit par aménagement et ouverture au public ou à un service public

2ème cas : La personne publique souhaite aménager et équiper des dépendances du domaine public dont elle n'est pas propriétaire

Il s'agit ici d'envisager à la fois le cas du transfert de gestion et le cas de la superposition de gestion.

❖ Le transfert de gestion

Il y a transfert de gestion lorsqu'est modifiée la destination initiale d'un bien du domaine public, sans qu'intervienne pour autant un déclassement de la dépendance et un transfert de la personne publique propriétaire.

Ce mécanisme permet à une collectivité publique d'obtenir la jouissance d'un bien, dont la propriété reste attachée à une autre collectivité, pour satisfaire un besoin déterminé. Le transfert peut avoir lieu avec ou sans, envers la personne publique propriétaire.

Le bien en question reste donc soumis au régime de la domanialité publique et le changement d'affectation réalisé n'emporte pas transfert de propriété :

- CAA Marseille, 10 février 1998, n° 96MA10686, M. SINIGAGLIA.

Bien que la personne publique « cédante » reste propriétaire du bien, elle en perd la maîtrise, elle ne peut de ce fait réclamer la réparation d'un préjudice causé par le changement d'affectation.

En revanche, si la dépendance domaniale faisait l'objet avant le transfert de gestion d'une concession ou d'une occupation temporaire octroyée par la personne publique propriétaire, le concessionnaire ou l'occupant peuvent demander réparation du préjudice éventuellement causé par le transfert de gestion, soit à la collectivité propriétaire, soit à la collectivité gestionnaire :

- CE, 4 février 1970, n° 71.905, SNCF

En cas de désaccord entre les services ou collectivités intéressés, l'autorisation est donnée :

- *Par le ministre des finances, lorsque la divergence d'appréciation porte sur les conditions financières de l'opération*
- *Par le Premier ministre en cas de désaccord d'une autre nature, après avis de la commission régionale des opérations immobilières, de l'architecture et des espaces protégés compétente ou de la commission nationale des opérations immobilières et de l'architecture lorsque le Premier ministre de sa propre initiative ou à la demande d'un ministre, du préfet de région, du préfet d'un département d'outre-mer ou du président de la commission nationale décide de lui soumettre l'opération en raison de son intérêt exceptionnel ».*

➔ **On parle de « mise à disposition » quand une personne publique propriétaire transfère à une autre personne publique les dépendances nécessaires à l'exercice de sa mission ou de ses compétences.**

➔ **Le transfert de gestion n'entraîne pas automatiquement, autorisation d'effectuer des travaux, il sera donc nécessaire de procéder à un accord sur ce point qui sera matérialisé dans la décision accordant le transfert.**

Selon le Conseil d'Etat, et en dehors de tout renvoi à une disposition législative ou réglementaire "les dépendances du domaine public, y compris celles du domaine public maritime, peuvent recevoir toute affectation compatible avec leur caractère domanial et, à cette fin, être remises sans formalité et, notamment, sans enquête à la collectivité publique chargée de la conservation du domaine correspondant à leur nouvelle affectation".

La loi du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat, complète le dispositif de transfert de gestion en organisant des mises à disposition, par voie de convention, accompagnant de plein droit les transferts de compétence de l'Etat aux collectivités locales et applicables à des biens du domaine public de l'Etat (ex.: en matière de protection ou de valorisation du patrimonial). Ainsi, les collectivités locales peuvent être bénéficiaires de ces transferts de gestion de dépendances domaniales relevant du domaine public mais aussi du domaine privé de l'Etat.

Le transfert de gestion suppose néanmoins que la dépendance concernée ne présente pas ou plus « d'utilité » pour la personne publique propriétaire, à l'inverse, si cette dépendance continue de connaître une affectation déterminée qui doit se poursuivre, il faut alors envisager une superposition de gestion, qui sous-tend que les différentes affectations soient compatibles entre-elles.

❖ **La superposition de gestion**

La superposition de gestion permet de donner à une dépendance domaniale affectée à un certain usage, un usage supplémentaire par voie de convention.

Par ailleurs, une dépendance du domaine public peut, tout en conservant son affectation initiale, recevoir une affectation supplémentaire par voie de convention. Cette convention donne alors un droit nouveau d'utilisation de la dite dépendance on parle ici de superposition de gestion.

Il y a superposition de gestion lorsqu'un bien du domaine public reçoit une affectation nouvelle tout en conservant sa destination primitive.

Le recours à cette procédure suppose que l'immeuble dont il est question présente toujours une utilité pour le service gestionnaire.

3^{ème} cas Le transfert de propriété

❖ La procédure classique

Une personne publique ne peut pas céder directement des dépendances de son domaine public. En effet, la sortie d'un bien du domaine public nécessite un certain formalisme qui repose sur le principe de l'inaliénabilité du domaine public, tel que défini à l'article L 52 du Code du domaine public de l'Etat : « *Les biens du domaine public sont inaliénables et imprescriptibles* ».

Pour que la cession d'un bien du domaine public soit possible, il faut d'abord que ce bien rentre dans le domaine privé de la personne publique qui en est affectataire, elle pourra alors en disposer comme elle l'entend et notamment le vendre, selon les règles du contrat civil.

Une personne publique (collectivité territoriale, Etablissement public, structure de coopération intercommunale...) pourra alors acquérir un bien appartenant au domaine privé de la collectivité qui accepte de le céder.

Pour qu'un bien domanial puisse quitter le patrimoine public d'une personne publique, il faudra une procédure en 2 phases :

. 1^{ère} Phase : La sortie du domaine public

La sortie du domaine public se fait par désaffectation et déclassement. La sortie du domaine public est subordonnée à une décision expresse de déclassement (C.E., 9 mai 1958 "Delort", AJDA 58, II, 331) prise par l'organe délibérant (Conseil municipal, général ou régional) de la collectivité en cause.

Dans un premier temps, la personne publique propriétaire doit constater la désaffectation matérielle ou formelle de la dépendance concernée à l'usage du public ou du service public dont elle faisait initialement l'objet. En d'autres termes, la personne publique doit constater formellement que le bien n'est plus être affecté à l'utilité publique et n'est plus spécialement aménagement à cet effet.

Dans un second temps, la personne publique propriétaire doit prendre un acte juridique formel de déclassement. Selon la règle jurisprudentielle du parallélisme des formes, cet acte formel de déclassement doit avoir la même nature et doit émaner de la même autorité qui a fait entrer cette dépendance dans le domaine public concerné.

L'acte de déclassement fera apparaître la désaffectation du bien public concerné.

- Les voies d'eau du domaine public fluvial et les canaux, qu'ils soient ou non navigables, ne peuvent sortir du domaine public fluvial que par un acte de déclassement, pris par décret en Conseil d'Etat, après enquête publique
- Les dépendances du domaine public artificiel doivent tous être désaffectés et déclassés pour pouvoir être aliénés. Il s'agira donc, pour chacun d'eux, d'identifier l'acte de classement dont ils ont fait l'objet pour entrer dans le domaine public et ainsi de déterminer qu'elle est l'autorité compétente pour prononcer son déclassement.

Après cet acte formel de déclassement, la dépendance concernée entre dans le domaine privé de la personne publique initialement propriétaire. Cette dépendance sera alors aliénable par la personne publique propriétaire.

. 2^{ème} Phase : L'entrée du bien dans un nouveau domaine public

Dans un premier temps, la personne publique qui souhaite faire entrer le bien qui vient d'être déclassé dans son patrimoine, doit l'acquérir.

L'acquisition de ce bien, qui a alors la qualité d'un bien privé, se fait selon les règles habituelles du droit civil, avec acte notarié, publicité foncière et contrepartie financière. L'acte de vente a donc lieu entre la personne publique initialement propriétaire et la personne publique qui souhaite acquérir le bien déclassé (Ex : Etat et commune, Etat et EPCI, Etablissement public et commune,...).

Après l'acte de vente, le bien concerné peut, soit rester dans le domaine privé de la personne publique qui vient de l'acquérir, soit entrer dans son domaine public.

En notre espèce, au regard de l'objet des ces transfert de propriété, il conviendra de procéder à l'entrée formelle (par classement) des biens concernés dans le domaine public de la collectivité acheteuse.

Néanmoins, conformément aux règles jurisprudentielles exposées au §...., dès lors que les biens feront l'objet d'opérations d'aménagement et d'équipement et seront ouverts au public, elles entreront, par seule affectation matérielle, dans le domaine public de la collectivité qui en aura acquis la propriété.

Une fois le bien acquis, rien n'empêche la collectivité bénéficiaire de donner à sa nouvelle dépendance une affectation d'intérêt général. Dès lors, satisfaisant au principe du parallélisme des formes, la collectivité doit réaliser une double affectation :

- l'une matérielle, par la réalisation d'aménagements spéciaux matérialisant l'utilité publique
- l'autre formelle, par le classement du bien dans son domaine public.

La nouvelle personne publique acheteuse prendra alors un acte unilatéral de classement formel, qui d'une part, déterminera l'affectation formelle du bien concerné, c'est-à-dire qui définira la destination du bien à un service ou à un usage public spécifique, d'autre part, fixera l'entrée formelle du bien dans son domaine public.

Cet acte de classement est un acte juridique formel qui sera édicté par l'autorité représentative de la personne publique concernée (ex : arrêté municipal, délibération du Conseil communautaire,...).

Après cet acte de classement, le bien fera alors partie du domaine public de la personne publique concernée.

Le transfert de propriété a pour conséquence le transfert de la responsabilité de l'entretien et de la gestion sur la nouvelle personne publique propriétaire.

❖ La procédure de transfert prévue par le Code de l'urbanisme

A côté de cette procédure, formelle et qui peut être longue, le Code de l'urbanisme prévoit la possibilité de réaliser des transferts domaniaux entre collectivités publiques à l'occasion d'opérations d'aménagement, notamment ceux réalisés pour favoriser le développement des loisirs et du tourisme et pour mettre en valeur le patrimoine naturel.

En effet, l'article L. 318-1 du Code de l'Urbanisme que :

« Pour faciliter l'exécution des opérations et travaux définis dans le présent livre et relevant de la compétence de l'Etat, d'une collectivité locale ou d'un établissement public, des déclassements et transferts de propriété de toute dépendance du domaine public peuvent être décidés par décret en Conseil d'Etat, après avis de la personne morale de droit public intéressée ».

Au terme de l'article L 318-2 du même Code, en cas de désaccord, entre les collectivités concernées, le transfert a lieu par décret en Conseil d'Etat, après enquête publique, dans les mêmes conditions que pour une expropriation et consultation des assemblées délibérantes intéressées.

- Les opérations et travaux concernés sont ceux visés par l'article L. 300-1 du Code de l'urbanisme, ce sont les actions ou opérations d'aménagement ayant pour objet : de mettre en oeuvre un projet urbain,
- la politique locale de l'habitat,
- le maintien, l'extension ou l'accueil des activités économiques,
- de favoriser le développement des loisirs et du tourisme,
- de réaliser des équipements collectifs, de lutter contre l'insalubrité,
- de permettre le renouvellement urbain, de sauvegarder ou de mettre en valeur le patrimoine bâti ou non bâti et les espaces naturels.

L'article précise que « l'aménagement » désigne l'ensemble des actes des collectivités locales ou des établissements publics de coopération intercommunale qui visent, dans le cadre de leurs compétences, d'une part, à conduire ou à autoriser des actions ou des opérations énumérées ci-dessus, d'autre part, à assurer l'harmonisation de ces actions ou de ces opérations.

L'article ajoute : "L'aménagement au sens du présent code désigne l'ensemble des actes des collectivités locales ou des Etablissements publics de coopération intercommunale qui visent, dans le cadre de leurs compétences, d'une part à conduire ou à autoriser des actions ou des opérations

définies dans l'alinéa précédent et, d'autre part, à assurer l'harmonisation de ces actions ou de ces opérations".

L'article R. 318-1 précise que les déclassements et transferts de propriété sont prononcés au profit de la collectivité publique ou de l'Etablissement public, pour le compte desquels ces opérations sont entreprises.

Selon les règles exposées ci-avant, les transferts de propriété auront lieu par décision de l'autorité représentative de la personne publique concernée.

Les articles R 318-2 et suivants du Code de l'urbanisme déterminent les modalités de transfert en cas de désaccord entre les collectivités concernées.

➔ **Il pourra donc être utile de recourir à la procédure ainsi prévue par l'article L 318-1 du Code de l'urbanisme.**

IV.2 Les procédés et instruments de maîtrise foncière entre personnes publiques et personnes privées

IV.2.1 Les équipements réalisés sans transfert de propriété : les conventions

On peut ici envisager l'établissement d'une convention sans transfert de propriété conclue entre un propriétaire privé et la collectivité publique.

Une convention ayant pour objet l'utilisation et l'aménagement d'un ouvrage public peut également être consentie par un propriétaire privé à une personne publique ou un établissement public.

Quand le propriétaire du terrain autorise une personne publique à réaliser un équipement immobilier sportif ou touristique sur son site, cet ouvrage constitue un ouvrage public (même si absence de clause dans la convention).

L'article L. 130-5 du Code de l'urbanisme décide, d'ailleurs, que les collectivités territoriales et leurs groupements sont habilités à passer avec les propriétaires de bois, de parcs, d'espaces naturels, des conventions tendant à l'ouverture au public des espaces en question.

Dans ce cas, les collectivités peuvent verser des subventions d'entretien aux propriétaires et/ou assumer des prestations en nature telles que travaux d'entretien et de gardiennage. Le financement de ces opérations peut s'effectuer grâce à la taxe départementale des espaces naturels sensibles (TDENS).

Ce type de conventions est d'ailleurs expressément prévu par l'article 57 de la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 visant les plans départementaux d'itinéraire de promenade et de randonnée explicités par la circulaire du 30 août 1988 relative à ces mêmes plans.

Comme pour les conventions passées entre personnes privées, celles passées avec les personnes publiques déterminent :

- l'identification des parcelles concernées
- les aménagements et équipements, la charge de leur réalisation et de leur gestion
- les conditions d'utilisation des terrains
- la charge de l'entretien et les conditions de surveillance
- la charge de la responsabilité et les modalités de couverture des risques (assurances).

Une fois la convention passée, il est possible d'établir un règlement privé de gestion et d'organisation de l'accès.

IV.2.2 Les équipements de loisirs réalisés avec transfert de propriété

- **Le transfert amiable de propriété**

L'acquisition amiable est la solution la plus simple. L'Etat et les autres collectivités publiques y ont souvent recours. La vente est dite amiable dans la mesure où les parties se mettent librement d'accord sur la chose, objet de la vente, et sur le prix.

Mais il ne s'agit pas obligatoirement d'une vente, il peut s'agir d'un échange de parcelles, de cessions amiables en contrepartie d'avantages consentis par l'administration.

La procédure amiable est toujours tentée préalablement à des procédures autoritaires. D'ailleurs en cours de procédure d'expropriation, on peut lui substituer la procédure amiable.

Lors de la mise en vente d'un bien par son propriétaire, les collectivités publiques bénéficient par ailleurs d'un droit de préemption, c'est-à-dire d'une priorité dans l'acquisition du bien concerné.

Enfin, lorsque le propriétaire ne souhaite pas vendre son bien ou refuse les propositions amiables que lui fait la collectivité, celle-ci peut engager une procédure d'expropriation.

- **L'expropriation**

Lorsque la cession amiable des parcelles nécessaires à une opération d'aménagement public n'est pas possible, il est nécessaire de recourir à l'expropriation des propriétaires privés concernés.

L'expropriation constitue un mode autoritaire de cession forcée de la propriété privée en vue de son affectation à une activité ou un service présentant une utilité publique.

L'expropriation est prononcée au nom de l'Etat, mais elle peut bénéficier aux différentes collectivités territoriales ou leurs groupements, en vue de la réalisation d'équipements, de la gestion de services publics locaux et ce y compris si ces services font l'objet de délégation de gestion ou de gestion en économie mixte.

L'aménagement d'équipement, les opérations de développement nécessaires aux activités sportives, touristiques ou de loisirs peuvent justifier le recours à l'expropriation.

La procédure a lieu sous le contrôle de l'autorité préfectorale, avec l'intervention éventuelle de l'autorité judiciaire pour fixer, en cas de désaccord, le montant de l'indemnisation du propriétaire.

Elle comporte une **enquête d'utilité publique**.

L'autorité préfectorale est également chargée de mettre en œuvre **l'enquête parcellaire** : la collectivité adresse au préfet un plan parcellaire qui détermine de manière précise les parcelles à

exproprier avec identification des propriétaires concernés. Le préfet ouvre alors l'enquête parcellaire.

A la suite de l'enquête parcellaire, l'autorité préfectorale émet un arrêté de cessibilité, qui désigne les parcelles qui vont être expropriées.

Elle comporte également **une phase judiciaire**.

Le juge judiciaire (tribunal de grande instance) saisi par le préfet, prononce alors une ordonnance d'expropriation. La loi impose une procédure préalable de tentative d'accord amiable entre les propriétaires et la collectivité publique. En cas d'échec des négociations amiables, le juge prononce les indemnités qui doivent couvrir l'intégralité du préjudice causé par l'expropriation.

L'indemnité principale (valeur du terrain) est déterminée par le service des domaines à partir des prix de mutation (vente) de terrains identiques dans la même zone depuis 5 ans. Les travaux de valorisation, les revenus d'activités, réalisés sur les parcelles, donnent lieu à des indemnités accessoires.

I/- Les cas de responsabilité des acteurs publics

La propriété de la personne publique du fait de ses ouvrages publics

La responsabilité du fait de l'ouvrage public

Sans créer un véritable service public, la personne publique peut aménager ou équiper un site qui est mis ensuite à la disposition des pratiquants.

Cette intervention publique peut entraîner la responsabilité de la personne publique en cas d'accident du pratiquant survenu sur le site aménagé, si l'ouvrage ou l'aménagement considéré prend la qualification « d'ouvrage public »

❖ Définition de l'ouvrage public

Trois éléments principaux permettent d'identifier l'ouvrage public :

1) Le caractère immobilier de l'ouvrage

L'ouvrage doit avoir une nature immobilière, il doit être incorporé au sol :

- C.E. 12 octobre 1973, Commune de Saint-Brévin-les-Pins, Leb. p. 567, pour un plongoir flottant sur une plage

Certaines installations mobiles posées mais non fixées au sol sont néanmoins considérées comme présentant un caractère immobilier lorsqu'elles constituent des éléments accessoires non dissociables d'un ensemble plus vaste qui est incontestablement un ouvrage public (concl. B. Stirn sur C.E., 15 février 1989, Dechaume, RFDA 1990 p. 231).

Certaines installations complexes, composées d'éléments immobiliers et mobiliers présentant entre eux un lien fonctionnel, sont considérés globalement comme des ouvrages publics.

Les éléments mobiliers qui ne sont rattachés qu'occasionnellement à un ensemble technique ne sont pas considérés comme des ouvrages publics

- C.E. 10 décembre 1986, Motton, Dr. adm. 1987 p. 130

2) La qualification d'ouvrage public est réservée aux seuls biens immobiliers qui ont fait l'objet **d'une opération d'aménagement**.

Les sites qui ne font l'objet d'aucun travail de construction ou d'aménagement ne sont pas des ouvrages publics :

- C.E. 29 octobre 1980, Commune d'Yvignac, Leb. p. 45 pour une plage naturelle

- C.A.A. Paris 10 octobre 1991, SARL Le grand garage d'Egry, Dr. adm. 1991 n° 535 Pour un cours d'eau non aménagé

3) La destination d'intérêt général

Dès lors qu'un site naturel est **aménagé ou est spécialement** conçu par une personne publique en vue d'accueillir du public, notamment des touristes, il reçoit la qualification d'ouvrage public :

- C.E. 6 mars 1968, Huet, Leb. p. 166 ; C.E. 29 septembre 1982, Pezet, Dr. adm. 1982 n° 398

- C.E. 21 octobre 1983, Boineau

- C.E. 29 septembre 1982, Pezet, Dr. adm. 1982 n° 398

***NB:** Un ouvrage public peut résulter d'un travail privé : certains ouvrages construits par des particuliers peuvent par la suite être acquis par une collectivité publique en vue de leur affectation à l'intérêt général :*

- C.A.A. Bordeaux 8 mars 1994, Mme Schwaller et Mme Kriebel

- C.E. 10 mai 1961, SCI de la Bergerie, Leb. p. 341 à propos d'un étang aménagé par des particuliers et qui avait servi par la suite d'assise à une voie publique

Un bien privé faisant l'objet d'une convention et étant affecté à l'intérêt général (aire de parcage des véhicules, chemins de contournement....)

La destination d'intérêt général se déduit classiquement de l'affectation de l'ouvrage soit à un service public, soit **à l'usage du public**.

Le Conseil d'Etat examine les modalités de l'aménagement pour y rechercher qui aménage et dans quel intérêt.

- ☛ des ouvrages qui se rattachent au développement touristique et sportif ont la qualité d'ouvrage public :

- CE 23 janvier 1959, Commune d'Huez, AJDA, 1959, II p 65

- ☛ un ouvrage (en l'occurrence une route) construit pour les seuls besoins d'une seule association sportive privée (la route n'est donc pas ouverte à la circulation publique) n'est pas un ouvrage public

- CE 16 février 1977, Automobile-club normand, Rec. Lebon, tables p 742.

Cas où la responsabilité de la personne publique peut être retenue :

- **Existence même de l'ouvrage** (vice originel, malfaçons, défaut d'entretien ou de fonctionnement...) : C.E. 18 décembre 1931, Robin, S. 1932, III, p. 41, accident causé à un bateau par une roche non balisée
- **Inexistence d'un ouvrage essentiel** pour garantir la sécurité des usagers : panneau, écriteau, borne... : C.E. Sect. 29 septembre 1982, M. et Mme Pezet, danger de chutes de pierres
- **Absence de signalisation du danger** que présente l'ouvrage : C.A.A. Bordeaux, 9 mars 1993, Commune de Levignacq, Jurisdisque Lamy n° 91 BX 00378, affaissement d'un chemin forestier : C.A.A. Lyon 25 septembre 1990, Mme Janine Collard, jurisdisque Lamy n° 89 LY 01063, sentier de randonnée

NB : Les décisions plus récentes paraissent toutefois davantage nuancées quant à l'obligation faite aux collectivités locales de réaliser des ouvrages destinés à garantir la sécurité des usagers :

- ☛ ***Seuls les dangers exceptionnels doivent être signalés et protégés***

Le régime

- **à l'égard de l'utilisateur de l'ouvrage**

NB : La faute de la personne publique est présumée, c'est à cette dernière que revient la charge de prouver son absence de faute.

Le pratiquant victime n'a pas à apporter la preuve d'une faute de la personne publique commune, la faute se déduit du caractère défectueux de la construction ou de l'entretien de l'ouvrage.

Le pratiquant victime doit démontrer la preuve d'un lien de causalité entre le dommage subi et l'aménagement ou l'équipement incriminé.

NB : Dans le cas d'un ouvrage public exceptionnellement dangereux, le Conseil d'Etat considère que la personne publique engage sa responsabilité même en l'absence d'un vice de conception ou d'un défaut d'entretien normal. Il s'agit donc, dans cette hypothèse, d'une responsabilité sans faute à l'égard des usagers

Causes d'exonération

La personne publique peut invoquer :

- **la faute de la victime**
- usage anormal de l'ouvrage concerné CE 20 mai 1959, Commune de Montaigut-en-Combrailles, AJDA 1960, I, p 27
- irrespect des règles de sécurité et de progression édictées notamment par les Fédérations sportives
- comportement imprudent

Dans une affaire ayant donné lieu à un arrêt rendu par le Conseil d'Etat en 1987, une femme avait fait une chute en évoluant à une barre fixe installée sur un parcours sportif aménagé par une commune à l'intérieur d'un bois.

Les conséquences de la chute avaient été aggravées par la présence à l'aplomb de la barre fixe d'une pointe de rocher sur laquelle était tombée la victime.

Dans cette espèce, les juges relevèrent un défaut d'entretien de l'ouvrage public mais, constatant le comportement imprudent de la victime, limitèrent la responsabilité de la commune au tiers des conséquences dommageables de l'accident.

Le Conseil d'Etat estima en effet que : "la présence de l'arête de rocher était visible des usagers de l'équipement sportif qui, même en l'absence de panneau indiquant les conditions d'utilisation de

cette installation, ne pouvaient ignorer le danger d'une chute sur une aire sommairement aménagée et devaient adapter leur comportement à l'état de l'équipement en faisant preuve d'une prudence particulière" :

- C.E. sect. 24 juillet 1987, Ville de Montpellier c/ Mlle Thouzellier, jurisdisque Lamy n° 61.501).

- **la force majeure**

NB : Il n'y a pas force majeure si le fait pouvait normalement être prévu, selon le cours habituel des choses :

- Si les services météo annonce des risques qui surviennent, il n'y a pas de force majeure :

- CA Chambéry, 4 janvier 1979, JCP 1980, n° 1928

- Si un risque météo est « habituel », il n'y a pas force majeure :

- C.E. Sect. 29 septembre 1982, M. et Mme Pezet, danger de chutes de pierres

- **l'entretien normal de l'ouvrage**

La preuve de l'entretien normal est établie lorsque la personne publique démontre que le site sur lequel s'est produit le dommage présente les garanties de sécurité suffisantes matérialisées par des aménagements particuliers (mains courantes, parapets, gardes-corps, escaliers...).

Certains aménagements destinés à éradiquer un danger menaçant les usagers, peuvent être difficile voire impossible à réaliser soit en raison de leur coût trop élevé pour la personne publique, soit en raison de la configuration du site.

➔ Ici le danger doit être signalé, sous peine d'engager la responsabilité de la personne publique

- C.E. 14 mars 1962, Compagnie d'assurances Le Phénix-Accidents, AJDA 1963, p. 49, randonnée cycliste

- CAA Bordeaux 8 mars 1994, Mme Schwaller et Me Kriebel

- C.A.A. Lyon 25 septembre 1990, Mme Janine Collard

- **à l'égard des tiers à l'ouvrage : ceux qui ne l'utilisent pas**

NB : Le régime de responsabilité est ici sans faute, la victime doit seulement démontrer le lien de causalité entre le dommage et l'ouvrage public.

La personne publique ne peut invoquer que :

- **la faute de la victime**
- **la force majeure**

C'est, en principe, à la juridiction administrative qu'il appartient de connaître de l'action en réparation de dommages causés par un ouvrage public. C'est le Tribunal Administratif dans le ressort duquel a eu lieu le fait générateur du dommage qui est compétent en première instance.

- CE sect. 26 mars 1976, Colboc, Cne de Saint Bonnet Elvert, Rec Lebon
- CE sect. 13 novembre 1981, Plunian, Rec Lebon
- Trib. conflits, 13 juin 1960, Douieb c. Stokos : Lebon, p. 864 ; D. 1960, 576.

3 exceptions :

- Si le dommage trouve son origine dans une infraction pénale imputable à une personne privée. La victime peut, dans cette hypothèse, porter l'action en réparation, à son choix, soit devant le juge administratif, soit devant le juge répressif compétent sur l'action publique
- S'il y a voie de fait de la part de l'administration ou de ses agents, la réparation des conséquences dommageables relève exclusivement de la compétence judiciaire (emprise irrégulière, dommage accessoire à une opération d'expropriation).
- S'il s'agit d'un dommage causé à un usager d'un SPIC la réparation relève de la compétence judiciaire.

Le principe est que le maître de l'ouvrage est responsable des dommages liés à l'ouvrage public.

Si l'ouvrage public a été concédé, c'est en principe la concessionnaire qui supporte la responsabilité des dommages trouvant leur origine dans l'ouvrage public.

La propriété de la personne publique du fait du service public

Lorsqu'une activité sportive ou de loisir qui s'exerce en milieu naturel est prise en charge par une personne publique (Etat, département, commune, EPCI) il y a création d'un service public et il peut y avoir responsabilité de la personne publique pour faute dans l'organisation du service public.

NB : La personne publique, sauf en cas de faute personnelle des agents, détachable du service, supporte les réparations dues à la victime par suite des agissements de ses agents.

Lorsqu'un dommage résulte à la fois d'une faute personnelle et d'une faute de service, la victime peut demander à être indemnisée de la totalité de son préjudice soit à la personne publique devant la juridiction administrative, soit à l'agent concerné devant les tribunaux judiciaires.

Les fondements de la responsabilité des personnes publiques sont jurisprudentiels

Définition et notion de service public : détermination du tribunal compétent

Le service public est susceptible de revêtir deux formes essentielles ayant chacune un régime juridique propre.

Le service public est présumé administratif (SPA) à moins que par son **objet**, ses **ressources** et ses **modalités d'organisation et de fonctionnement** il apparaisse comme une activité privée.

Ces trois éléments sont cumulatifs :

- Conseil d'Etat 16 novembre 1956, Union syndicale des industries aéronautiques

- **Si le service public en cause :**

- poursuit un objet identique à celui d'une entreprise industrielle et commerciale (s'il concurrence notamment une initiative privée),
- ne peut fonctionner que grâce aux redevances et taxes perçues sur les usagers,
- fonctionne sur le même modèle qu'une entreprise privée (principalement sur le plan de l'organisation comptable et des procédés de gestion),

- Le service public peut être qualifié de (SPIC).

- Si le dommage dont est victime le pratiquant d'une activité sportive survient dans le cadre d'un **SPA**, l'action en responsabilité sera en principe dirigée contre la personne publique devant le **Tribunal administratif**.
- Si le dommage se produit à l'occasion d'une pratique organisée dans le cadre d'un **SPIC**, la responsabilité de la personne publique devra être engagée par la victime devant les **Tribunaux judiciaires**.

Régime de responsabilité applicable

La responsabilité de la personne publique qui organise l'exercice d'une activité sportive ou de loisir dans le cadre d'un service public, peut être engagée à l'égard du pratiquant victime d'un accident si celui-ci démontre que c'est une faute dans l'organisation et le fonctionnement du service public qui a causé son préjudice.

Dans le cadre de l'organisation du service public ainsi créé, la personne publique est tenue essentiellement à deux obligations :

- la prévention des accidents susceptibles de survenir sur les sites de pratique
- l'organisation des secours lorsqu'un accident s'est produit.

NB : L'organisation des secours est une obligation générale à la charge de la commune, même s'il n'y a pas création d'un service public.

. Seront considérés comme faute de la personne publique de nature à engager sa responsabilité :

- un **défaut d'aménagement et d'entretien du site** sur lequel évoluent les pratiquants
- une **absence d'information sur un danger dont la collectivité publique avait connaissance** et qui constitue une menace à la sécurité des pratiquants usagers du service public
- un **défaut de surveillance ou de contrôle de l'activité** : personnel insuffisant en quantité ou qualité.

Les causes d'exonération de la personne publique

- la **faute de la victime**
- la **force majeure**

- CE, 14 novembre 1956, Commune de Crotoy, Rec. P 431

- C.E., 25 septembre 1970, " Veuve Tesson ", D. - 1971, p. 55

NB : Le fait du tiers³⁶ n'est pas exonératoire (ex : coopération d'un agent public étranger à la collectivité publique mise en cause, fait d'un collaborateur bénévole)

En certaines circonstances, le juge peut conclure à un partage de responsabilité avec la victime ou à une décharge de responsabilité de la puissance publique : le comportement de chacun des protagonistes est pris en compte par le juge.

En cas de délégation de service public

L'activité sportive ou de loisir peut faire l'objet d'une délégation de service public

La délégation de service public attribuée au concessionnaire de la personne publique (association, société d'aménagement ou de gestion du site ou du chemin, entreprise...,) des prérogatives de puissance publique qui lui permettent d'organiser l'activité dans les mêmes conditions que la personne publique elle-même :

- TA Clermont-Ferrand 7 mai 1992, M. et Mme Kauffmann c/Ligue d'Auvergne de canoë-kayak à propos d'un accident mortel de canoë-kayak

- **La responsabilité du service ne pèse plus sur la personne publique, mais sur son délégataire**
- **Le fondement et le régime de responsabilité demeurent identiques : faute dans l'organisation ou le fonctionnement du service public.**

NB : Seuls sont délégués les missions d'organisation du service public, les missions de police administrative demeurent exclusivement à la charge de la personne publique qui reste donc exclusivement responsable des fautes commises dans l'exercice de son pouvoir de police.

³⁶ **Le fait d'un tiers** résulte de toute action ou de tout comportement d'une personne étrangère à la victime et à la personne dont on recherche la responsabilité : un passant, un automobiliste,....

La propriété de la personne publique au titre des pouvoirs de police

Lorsque l'autorité compétente ne prend pas les mesures de police nécessaires et adéquates, elle engage sa responsabilité pour faute dans l'exercice de son pouvoir de police.

NB : Le régime de responsabilité administrative a été déterminé par la jurisprudence, il se distingue des règles définies par le Code civil.

La responsabilité de l'administration peut résulter d'un arrêté interdisant abusivement l'accès à un site de pratique.

La responsabilité de l'administration peut résulter d'un défaut de signalisation des dangers présentés par un site.

La responsabilité peut résulter d'un défaut dans l'organisation des secours.

- T.A. Grenoble, 13 novembre 1999

- T.A. Grenoble, 12 mars 1986

NB : Les autorités de police ne sont tenues de signaler que les seuls dangers qui excèdent ceux contre lesquels les usagers sont normalement tenus de se prémunir par eux mêmes

Par exemple, il n'appartient pas au maire de signaler un trou se situant sur un terrain dégagé en pleine campagne.

En revanche, si le site est fréquenté par des touristes qui ne connaissent pas le site, le maire sera tenu à une signalisation adéquate :

- T.A. Grenoble 19 juin 1974, Dame Bosvy et autres, AJDA 1975 p. 1974

Régime

. Lorsque la victime est un tiers par rapport à l'administration (pratiquant, propriétaire privé)

La victime doit en principe démontrer l'existence d'une faute commise par l'autorité administrative.

La victime doit démontrer qu'elle subi un préjudice direct et certain, il peut s'agir d'un préjudice matériel à ses biens ou à sa personne ou encore d'un préjudice moral.

La victime doit démontrer un lien de causalité entre le préjudice et la faute commise ou le fait générateur du dommage (carence ou excès).

La victime doit adresser sa demande à la personne publique responsable. En cas de conflit, la victime s'adressera aux tribunaux de l'ordre administratif : Tribunal administratif, puis Cour administrative d'appel ou Conseil d'Etat.

. Causes d'exonération de l'autorité administrative

- la force majeure
- le fait de la victime
- le fait du tiers

. Lorsque la victime est un collaborateur de l'administration (personne requise pour les besoins du service, notamment de secours, personne qui est sollicitée ou qui collabore volontairement au service)

Ici, la responsabilité de l'administration est engagée sans faute

- La victime doit démontrer qu'elle subi un préjudice direct et certain, et le lien de causalité entre le préjudice et le service accompli.

Baignade et responsabilité

Au titre des articles L 2 212-1 et 2 du Code général des Collectivités territoriales, le maire est responsable de la police municipale qui a pour objet d'assurer le bon ordre, la sûreté et la salubrité publique.

A partir de ce fondement, la jurisprudence a précisé les cas de responsabilité des maires.

- en ce qui concerne les baignades aménagées (et donc surveillées), il appartient au maire d'instituer par arrêté municipal les limites spatiales de la zone de baignade, les limites temporelles de la surveillance. A l'intérieur de la zone de baignade surveillée, il lui appartient de prendre toutes les mesures propres à assurer la sécurité des baigneurs.

Notamment, il appartient au maire de signaler et de limiter par tous moyens tous les dangers excédant ceux contre lesquels les baigneurs doivent personnellement se prémunir par leur prudence :

. CAA Lyon, 8 juillet 1993, Commune du Pradet, req. 92LY01260

A côté de ses mesures de police, dont la responsabilité incombe toujours au maire, le service public de baignade (les opérations de surveillance « physiques » des activités de baignade) peut être :

- gérer directement par la commune (régie)
- délégué par la commune à une autre collectivité ou à une personne privée, par DSP.

- en ce qui concerne les baignades non aménagées (et donc non obligatoirement surveillées), le maire est là aussi responsable en tant qu'autorité de police compétente.

Il lui appartient ici (par arrêté municipal) :

- d'indiquer que la baignade n'est pas surveillée et qu'elle a donc lieu aux risques et périls des usagers

. le fait qu'une commune ait institué une zone spéciale de surveillance ne saurait avoir pour effet de dégager sa responsabilité pour des accidents survenus en dehors de cette zone (CE 9 février 1966, Ville du Touquet)

- de signaler tous les dangers excédant ceux contre lesquels les baigneurs doivent personnellement se prémunir par leur prudence

. CE 30 janvier 1980, Consorts Quiniou Rec. Tables p 629

. CE 14 octobre 1977, Commune de Catus, Rec. Tables p. 731

- de prévenir les accidents par des moyens convenables, notamment si le site « non surveillé » fait l'objet d'une fréquentation importante : moyens d'alerte (borne d'appel d'urgence) et moyens permettant l'intervention rapide des secours (accès),

- . CE 13 mai 1983, Mme Lefevbre, n° 30538
- . CAA Nantes, 21 mars 1990 Dubouloz c/ Saint Jean Trolimon
- . CAA Bordeaux 19 mai 1993 Néis, req. n° 91BX00503)
- . CE, 25 juin 2008, n° 295849

- enfin, en cas de motif sérieux pour la sécurité des baigneurs (dangers physiques ou qualité de l'eau), il appartient au maire d'émettre une interdiction de baignade :

. CE, 30 juillet 1997, req. n° 150740 (risque de pollution)

- . là encore doit exister un véritable arrêté municipal
- . qui doit être porté à connaissance du public sur le site
- . qui doit préciser de façon claire et précise que la baignade est interdite.

NB :

1. L'édition et l'affichage de l'arrêté municipal (selon le cas, baignade surveillée, baignade aux risques et périls, baignade interdite) présente 2 intérêts majeurs :

- > portée à la connaissance du public leurs droits et propres obligations (ou interdictions)*
- > obliger les services de police et de secours supra communaux à intervenir (cas des communes aux moyens propres limités)*

*2. Le fait que la **baignade** soit autorisée n'implique pas que tout comportement soit permis. Qu'on soit en zone de baignade autorisée et surveillée ou en zone de baignade aux risques et périls des usagers, certaines actions peuvent être interdites (ex : actions de plonger à certains endroits)*

- > Les actions permises ou interdites sont donc aussi à préciser dans l'arrêté municipal.

3. La réglementation « sécurité » de la pratique de la baignade (pouvoir de police du maire d'autoriser ou non l'exercice de l'activité, de façon libre ou surveillée ou de l'interdire pour juste motif) se cumule avec la réglementation « eaux de baignade » :

- pour un site de baignade autorisé et surveillé, on a donc arrêté municipal d'autorisation + organisation de la surveillance/secours + application du recensement et du suivi de la qualité des eaux

- pour un site de baignade autorisé et non surveillé, on a donc arrêté municipal d'autorisation + organisation des secours + application du recensement et du suivi de la qualité des eaux

- pour un site de baignade interdit on a donc arrêté municipal d'interdiction : l'application du recensement et du suivi de la qualité des eaux ne s'applique pas, le maire n'a pas d'obligation de surveillance particulière.

La responsabilité des personnes privées

Les pratiquants, individuellement, sont susceptibles d'engager leur responsabilité à l'occasion de leur pratique.

De même, les propriétaires et organisateurs privés sont également susceptibles d'engager leur responsabilité.

II.1 La responsabilité du pratiquant

II.1.1 La responsabilité du fait personnel

Le pratiquant est tenu de réparer les dommages qu'il cause par sa faute : “ Tout fait quelconque de l'homme, qui cause à autrui un dommage, oblige celui par la faute duquel il est arrivé à le réparer ”. (article 1382 du Code civil).

En ce qui concerne les dommages causés par le pratiquant à l'organisateur de l'activité ou envers ses préposés, ou envers des passants ou des spectateurs, la responsabilité du pratiquant n'est pas contractuelle, mais délictuelle. Bien qu'un contrat existe entre l'organisateur et le pratiquant, les

obligations contractuelles, notamment de sécurité, n'existent que de la part de l'organisateur envers le pratiquant.

Dans la mesure où les activités se déroulent souvent à plusieurs, il n'est pas rare qu'il y ait partage de responsabilité.

NB : La jurisprudence considère qu'il n'existe jamais de contrat, même pas tacite, entre pratiquants sportifs. Il n'y a donc jamais de responsabilité contractuelle. Ici la responsabilité est toujours délictuelle.

- La victime doit établir trois choses : une **faute de la part du pratiquant**, un **préjudice** et un **lien de causalité** entre la faute et le préjudice.

. La faute

La faute est considérée comme une question de droit soumise au contrôle de la cour de cassation :

- Cass. 2ème civ., 16 juillet 1953, J.C.P. 1953, 2ème part. n° 7792

NB : En matière d'activités sportives l'indemnisation est difficilement admise : les juges prennent en considération l'activité sportive elle-même, activité particulière qui comporte des risques intrinsèques, les juges prennent également en considération le comportement du pratiquant victime qui accepte implicitement certains risques.

. Pour déterminer la faute d'un pratiquant sportif les juges se réfèrent au modèle abstrait du "pratiquant normalement prudent et avisé" : c'est le principe de l'appréciation in abstracto, qui s'inspire généralement du modèle du "bon père de famille".

Le “ bon père de famille ” est la personne qui a un comportement normalement prudent, avisé et diligent.

Le “ bon père de famille sportif ” est celui qui, tout en ayant ce comportement général avisé, applique scrupuleusement les règles du jeu sportif, notamment celles relatives à la sécurité prévues par les textes législatifs et réglementaires, mais aussi les règles particulières de sécurité édictées par la Fédération sportive de tutelle de l'activité en question :

- CE, 5 février 1997, Association Sportive et Culturelle

Les "règles techniques propres à une discipline" s'entendent à la fois des "règles du jeu" et des règles de sécurité.

. Pour déterminer l'étendue du préjudice les juges tiennent compte du fait que les pratiquants sportifs acceptent les risques inhérents aux activités qu'ils pratiquent.

Mais il ne s'agit pas de n'importe quel risque.

L'acceptation des risques par le pratiquant d'activités doit être effective :

. Il faut **une participation réelle à l'activité sportive** de la part du pratiquant,

- ☛ Il n'y a pas d'acceptation des risques pour des personnes extérieures à la pratique de l'activité comme des spectateurs.

. Il faut que **les risques aient été acceptés en connaissance de cause** par le pratiquant.

- ☛ La théorie est plus facilement admise pour les pratiquants confirmés que pour des débutants, pour des adultes que pour des enfants

- C. Cass. 2ème civ., 8 mars 1995 : bull. civ. II, n° 83

. L'acceptation ne concerne que les **risques normaux** de l'activité, c'est-à-dire ceux auxquels le sportif doit s'attendre : (ex : tomber à l'eau en canoë-kayak...)

- ☛ Les comportements particulièrement brutaux ou dangereux d'autres participants ne relèvent pas des risques acceptés

- C.A. Paris 17ème ch., 13 mai 1998

- ☛ Le fait que l'accident ait eu lieu à l'occasion d'une pratique de loisir et non en compétition n'affecte pas l'application de la théorie de l'acceptation des risques par les juges

NB : Les juges admettent difficilement la réparation entre des pratiquants d'activités sportives, néanmoins, ils réparent plus facilement les préjudices causés aux tiers par le pratiquant : le propriétaire riverain, le pêcheur, le spectateur.

. Le préjudice

La victime doit demander réparation des conséquences du dommage qu'il a subi : il peut s'agir d'un dommage causé à ses biens ou à sa personne.

. Le préjudice doit être :

- **direct** : ne sont réparables que les préjudices découlant directement du fait générateur de responsabilité
- **actuel** : le préjudice futur et purement hypothétique n'est en principe pas réparé
- **certain** : le préjudice purement éventuel n'est pas réparé

. Le rapport de causalité

La victime (ou ses ayants-droits en cas de décès) doit rapporter le lien de causalité entre la faute commise et le préjudice qu'elle a subi, elle doit démontrer que c'est la faute évoquée qui est à l'origine de son dommage :

- CA Paris, 28 novembre 1991, JCP 1992 n° 21697

Le pratiquant peut bénéficier de causes d'exonération ou d'atténuation de sa responsabilité :

- **la force majeure**
- **le fait de la victime**
- **le fait du tiers**

II.1.2 La responsabilité du gardien

Le pratiquant est tenu de réparer les dommages causés par les objets qu'il a sous sa garde (article 1384 al. 1 du Code civil : " On est responsable non seulement du dommage que l'on cause par son propre fait, mais encore de celui qui est causé par le fait des personnes dont on doit répondre, ou des choses que l'on a sous sa garde ").

La victime du préjudice n'a pas à démontrer de faute de la part du gardien :

- Elle doit simplement déterminer qui est le gardien de l'objet qui lui a causé un dommage.
- Elle doit aussi démontrer que la « chose » lui a causé un dommage :

- C. Cass. civ., 9 juin 1939, D. 1939 p. 449

NB : Il y a une présomption jurisprudentielle de la garde : en principe le gardien d'une chose en est son propriétaire.

Le propriétaire peut démontrer qu'au moment où la chose a occasionné le dommage, il n'en était pas le gardien : transfert par contrat notamment.

Le gardien d'une chose est celui qui **a sur la chose, au moment où le dommage se produit les pouvoirs d'usage, de direction et de contrôle :**

- C. Cass. ch. réunies, 2 décembre 1941, D. 1942, I, p. 25

"Ne tombe pas sous le coup de la présomption de responsabilité de l'article 1384 alinéa 1er du code civil, l'alpiniste qui, en lançant sa corde de rappel, déclenche une chute de pierre car il ne peut être considéré comme gardien de la pierre" :

- C.A. Grenoble 22 janvier 1979, Dame Lacour c/ Breynaert et autres, G.P. 1979, 2ème sem. p. 557

- Elle doit démontrer qu'une chose est intervenue dans le dommage qu'elle a subi.

En principe, n'importe quelle chose qui peut faire l'objet de garde, peut donner lieu à réparation, il n'y a aucune restriction particulière.

La chose peut être :

- un bien mobilier : un équipement personnel : casque, gilet, de tout matériel nécessaire à la pratique : embarcation, cycle, corde,...
- un bien immobilier : terrain, rocher, arbre, clôture,...

NB : Les choses qui n'appartiennent à personne, les « res nullius » : l'eau et l'air, ne peuvent donner lieu à responsabilité sur le fondement de l'article 1384 al. 1 du Code civil.

Le gardien peut tout d'abord se dégager de la responsabilité qui pèse sur lui en rapportant la preuve de :

- la **force majeure**
- la **faute de la victime**
- le **fait d'un tiers**

Les actions en réparation des dommages causés par les pratiquants relèvent des juridictions civiles (TGI).

II.2 La responsabilité des propriétaires

Les propriétaires privés de voies, terrains ou autres sites naturels ouverts au public peuvent être tenus, sous certaines conditions, responsables des dommages causés aux pratiquants d'activités de pleine nature à l'occasion de la fréquentation de ces sites (**article 1384 alinéa 1er du code civil**).

NB : Dès lors que le propriétaire d'un site le laisse libre d'accès, il répond des dommages causés par celui-ci et ce sur la base de la responsabilité sans faute du fait des choses.

II.2.1 Sur les parcelles terrestres

Le régime de responsabilité des propriétaires et aménageurs privés est fondé sur la garde de la chose.

Il s'agit d'une responsabilité **sans faute**.

- **La victime doit simplement démontrer le lien de causalité existant entre la chose (le terrain ou l'ouvrage) et le dommage subi, elle doit également pouvoir l'imputer au gardien véritable de la chose :**

. Chose mal installée :

- Cass. civ. II, 19 avril 1959 : Bull. civ. II, n. 316

. Chose mal entretenue :

- Cass. civ. II, 22 juin 1956, Bull. civ. II, n. 389

La personne responsable du dommage est celle qui en a la garde.

- La garde implique la maîtrise de la chose : le pouvoir d'usage, de contrôle et de direction :
 - Ch. réun. 2 décembre 1941, "Franck c/ Connot, D.C. 1942 p. 25
- Le gardien du terrain ou de l'ouvrage est présumé être le propriétaire de celui-ci, dans l'incertitude, le propriétaire sera condamné à réparation du fait de sa chose
- Le propriétaire de la chose peut échapper à la responsabilité, en démontrant qu'au moment du dommage il n'est pas le gardien de la chose :
 - Cass. req., 12 janvier 1927 : S. 1927, I, 129 ;
 - Cass., 5 janvier 1956 : D. 1957, 261 ;
 - Cass., 5 mars 1980 : J.C.P. 80, éd. G, IV, 197
 - Civ. 2ème, 14 juin 1995, D. 95, I.R. p. 198

L'action en réparation est portée par la victime devant le TI ou le TGI.

Le propriétaire peut s'exonérer de la responsabilité qui pèse sur lui qu'en apportant la preuve :

- qu'il a accompli les diligences normales, notamment en signalant les dangers du site
- que le dommage subi par la victime est le fait :
 - d'une **faute de la victime** elle-même
 - d'une **faute commise par un tiers**
 - d'un évènement de **force majeure**
- Les juges peuvent retenir l'imprudence des pratiquants, mais condamnent le gardien du fait qu'il ne pouvait ignorer, ni le délabrement, ni le danger de son bien et qu'il devait se préoccuper de l'incidence de récentes intempéries sur le comportement de la masse rocheuse.
- Si le propriétaire ne peut surveiller en permanence l'état du terrain, il doit au moins signaler l'existence du péril par l'apposition de panneaux :

- Cass. Civ. 2^{ème}, 20.11.1963, Lecasc/Laumonier, GP 1964, p 256
- Cass. civ. 2ème 29 novembre 1967, CAMAT et Montus c/ Consorts Vergnon, JCP 1968 jurisp. n°15444.

II.2.2 La responsabilité de l'entretien des différentes voies d'accès privées

. Les voies privées, même si elles ne sont que présumées ouvertes au public, relèvent de la responsabilité de leur propriétaire, ou de celui qui en a la garde (ex : convention de gestion ou d'usage), avec application du régime de responsabilité sans faute du gardien, tel qu'exposé ci-dessus.

. En ce qui concerne des chemins ruraux, aucune obligation générale d'entretien n'est prévue par les textes : les communes en sont gardiennes, elles doivent informer des dangers éventuels, à moins que le mauvais état ne soit évident.

Les communes sont, par contre, responsables des dommages consécutifs au défaut d'entretien des chemins ruraux dont elles ont accepté d'assurer la viabilité, ou de ceux qui sont ouverts au public, il y a alors application du régime de responsabilité administrative. (Le cas des voies publiques sera envisagé dans le paragraphe II).

Une convention de gestion des chemins ruraux peut avoir pour effet de transférer la responsabilité des dommages consécutifs à un mauvais état de la chaussée à un tiers :

- s'il s'agit d'une association, il y a en principe application du régime de la responsabilité sans faute, fondée sur la garde.
- s'il s'agit d'une personne publique (ex : Conseil Général, dans le cadre d'un PDIPR), il y a application du régime de responsabilité administrative.

Sur les chemins d'exploitation, la responsabilité du gardien incombe à l'ensemble des propriétaires intéressés

- la victime doit se retourner contre tous les propriétaires pour les faire condamner conjointement et solidairement.

L'entretien d'un chemin intérieur relève de la volonté et de la responsabilité du propriétaire ou du gardien :

- C.E., 20 janvier 1984.

II.2.3 La responsabilité des riverains des cours d'eau non domaniaux

- En ce qui concerne les dommages causés lors de la **navigation** sur les cours d'eau non domaniaux, la responsabilité du propriétaire riverain ne peut être engagée que pour faute de ce dernier (Responsabilité civile délictuelle : Conf. Chapitre III article 1382 et 1383 du Code civil) article L 214-12 du Code de l'environnement.

. La faute peut résulter :

- du non respect de l'obligation d'entretien du cours d'eau par le propriétaire riverain
- de la mise en travers du cours d'eau d'obstacles (chaîne, corde...) destinés à empêcher le passage des pratiquants des sports nautiques et créant ainsi un danger.
- de toute faute d'imprudence ou de négligence

- En ce qui concerne les cours d'eau domaniaux la responsabilité civile des riverains est engagée sur la responsabilité sans faute de la garde de la chose
(Régime et exonérations exposés au 1°).

- En ce qui concerne les seuils, ouvrages sur l'eau, ainsi que sur les parcelles riveraines du cours d'eau, la responsabilité des propriétaires de ces derniers est engagée sur le fondement de la responsabilité sans faute de la garde de la chose.
(Régime et exonérations exposés au 1°).

II.3 La responsabilité des organisateurs privés

Les personnes privées qui organisent des activités peuvent engager leur responsabilité en cas de dommages causés aux pratiquants auxquels elle offre des prestations.

- L'organisateur privé engage le plus souvent sa responsabilité contractuelle
- L'organisateur privé peut, en certaines circonstances, engager sa responsabilité civile délictuelle
- L'organisateur privé engage également sa responsabilité pour les actions de son personnel

Les personnes privées sont les personnes physiques et morales de droit privé qui organisent des activités sportives pour leur compte ainsi que les responsables et dirigeants desdites personnes morales : travailleurs indépendants (moniteurs, guides ou accompagnateurs), commerçants, sociétés commerciales, associations. Elles peuvent être :

- soit des **exploitants de sites sportifs et d'installations sportives** qui se limitent à mettre à disposition des installations, qui ont une obligation d'entretien et de surveillance.
- soit de véritables **promoteurs d'activités sportives** qui ont un rôle actif d'organisation, de coordination, d'encadrement, (groupements sportifs, clubs de vacances, qui ont des obligations plus importantes.
- soit des **enseignants travaillant pour leur compte** en raison de leur autorité et de leur rôle directeur dans le déroulement des activités sportives (si l'enseignant travaille dans le cadre d'un organisme, il peut en devenir le préposé, c'est alors cet organisme qui a la qualité d'organisateur).

NB : Les activités sportives et de loisirs organisées à partir de centres de vacances ou de loisirs gérés par des personnes de droit privé (association ou entreprise individuelle) qui ne sont pas investies de mission de service public relève du régime de la responsabilité de l'organisateur privé.

Qu'il s'agisse de responsabilité contractuelle, délictuelle ou du fait d'un préposé, l'action de la victime sera engagée devant les tribunaux judiciaires : TGI ou TI selon le montant du préjudice subi.

II.3.1 La responsabilité directe de l'organisateur privé

Ici, le pratiquant est généralement lié à l'organisateur privé par **un contrat**.

Même en l'absence d'écrit, la jurisprudence considère qu'il y a au moins un **contrat tacite** entre l'organisateur et le pratiquant adhérent ou client.

Ce contrat contient obligatoirement une **obligation de sécurité**.

- **La responsabilité contractuelle**

Dans la mesure où l'organisateur a manqué à ses obligations contractuelles envers le pratiquant, il sera tenu de réparer le préjudice que ce dernier a subi. (articles 1134 et 1142 du Code civil).

L'organisateur privé assume une **obligation de sécurité de moyen : il est tenu de tout mettre en œuvre, au regard des normes techniques et des règles de sécurité, en vigueur au jour du contrat, pour assurer la sécurité de son adhérent ou de son client**. Néanmoins, la pratique du sport impliquant un rôle particulièrement actif du pratiquant dans la bonne exécution du contrat, le pratiquant doit veiller sur sa propre sécurité

-> l'organisateur privé de l'activité n'est pas responsable de plein droit en cas d'accident, la victime doit prouver que le préjudice qu'il subit est du à une faute de l'organisateur pour le faire condamner, il faut démontrer à la fois :

- une **faute dans l'exécution du contrat** commise par **l'organisateur privé, son personnel ou son sous-traitant**
- un **préjudice** auquel les parties pouvaient s'attendre à voir survenir en cas d'inexécution ou de mauvaise exécution
- un **lien de causalité entre le fait du débiteur et l'inexécution**
- un **lien de causalité entre l'inexécution et le préjudice.**
- Toute faute de **négligence ou d'imprudence, toute infraction aux normes et règles de sécurité, d'hygiène et de salubrité**, si elle est à l'origine du préjudice, sera considérée comme une faute de nature à engager la responsabilité de l'organisateur :
- infractions aux règlements de sécurité, pris pour chaque discipline sur le fondement des articles 47 et 47-1 de la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 modifiée.

Devoir d'information du pratiquant :

L'organisateur a le devoir d'informer le pratiquant sur les dangers exceptionnels propres à une épreuve ou une manœuvre, sur les précautions à prendre (conditions météorologiques, dangers affectant le site de pratique, obligation d'assurance et niveau de couverture de celle-ci...).

Devoir de se renseigner sur les capacités du pratiquant à exercer l'activité

La jurisprudence retient que les moniteurs d'une association doivent s'enquérir de l'état physique et psychologique d'un stagiaire sous peine de voir engager la responsabilité contractuelle de l'association :

- C. cass. civ. 1ère ch., 5 novembre 1996

Devoir de fourniture conforme :

L'organisateur est tenu de fournir un équipement, des installations et du matériel sans défaut.

L'encadrement :

L'encadrement de l'activité doit être **suffisant en nombre et efficace.**

Selon la Cour de cassation en effet, le défaut de qualification du moniteur chargé de la surveillance de la promenade constitue un manquement à l'obligation de moyen à la charge de l'organisateur :

- Cass. 1ère civ. 5 mai 1998 Sillam c/ Faroudja, rec. Dalloz 1997, IF p. 142

La surveillance :

L'organisateur ou son préposé ne doit pas perdre de vue le groupe de pratiquants, il doit surveiller les distances des membres du groupe entre eux ainsi que le comportement des tiers au groupe.

L'organisateur doit s'assurer que les pratiquants portent le matériel de protection et l'équipement nécessaire et adapté à l'activité.

- Le défaut de qualification du moniteur chargé de la surveillance de la promenade constitue un manquement à l'obligation de moyen à la charge de l'organisateur :

- Cass. 1ère civ. 5 mai 1998 Sillam c/ Faroudja, rec. Dalloz 1997, IF p. 142

Le choix d'un itinéraire ou d'un site :

L'organisateur doit reconnaître l'itinéraire qu'il propose aux pratiquants. Le caractère dangereux de l'itinéraire doit être apprécié en fonction de plusieurs éléments :

- météorologiques : suivant l'activité, niveau d'eau, vent, brouillard.
- le nombre de participants : l'itinéraire sélectionné doit permettre le contrôle de chacun.
- les capacités et l'âge des participants.

A été retenu fautif par les tribunaux le fait d'avoir choisi un itinéraire d'un niveau trop élevé pour certains participants du groupe.

Parfois la jurisprudence retient, comme fautifs, des faits ultérieurs à l'accident.

Dans ce cas, le juge considère que ces faits fautifs, s'ils n'ont bien entendu pas causé l'accident, ont néanmoins aggravé les conséquences de celui-ci. Ce peut être notamment :

Le retard ou l'insuffisance dans l'organisation des secours

Le manque de diligence dans la recherche du responsable de l'accident

- **La responsabilité délictuelle de l'organisateur privé**

La responsabilité délictuelle de l'organisateur s'applique dans les cas où il n'existe pas de contrat entre le pratiquant et l'organisateur. (ex. : participant blessé au cours d'une compétition organisée par une association locale qui agit en dommages-intérêts contre la Fédération nationale).

Tout acte fautif de l'organisateur qui cause un dommage à une personne (un pratiquant ou un tiers) oblige l'organisateur le réparer. (articles 1382 et 1383 du Code civil).

La responsabilité civile sera engagée à une triple condition : **une faute, un dommage et un lien de causalité** entre la faute et le dommage.

L'organisateur peut engager sa responsabilité civile délictuelle :

- envers le pratiquant pour tout fait fautif qui ne sera pas lié au contrat de prestation d'activité sportive ou de loisir (ex : contrat portant sur la réalisation d'un parcours de randonnée, et dommage causé au moment de la réservation)
- envers les tiers au contrat de prestation (ex : accident survenu à l'encontre d'une personne qui ne participe pas à l'activité : un passant, une personne qui vient déposer un pratiquant sur un site, un de ses employés ou collaborateur).

II.3.2 La responsabilité indirecte de l'organisateur privé

Les organisateurs privés sont responsables des dommages causés par les personnes qui leur sont subordonnées et commis à l'occasion des fonctions pour lesquelles elles sont employées (article 1384 al. 5 du Code civil).

☛ **L'organisateur est responsable des actes commis par les personnes qui sont sous sa direction : ses préposés.**

- Cass. Civ ; 2^{ème} Ch, 22 mai 1995

L'organisateur ne s'exonère de sa responsabilité que si son préposé a agi hors des fonctions auxquelles il était employé, sans autorisation et à des fins étrangères à ses attributions :

- Cass, Ass. Plén. 19 mai 1988, Dalloz 1988 p 513

- Cass Ch Sociale 26 mai 1961, JCP 1961, II n° 12272

- C Cass 2^{ème} ch. civ 30 juillet 1991, JCP IV n° 346

Les conditions de la responsabilité de l'organisateur pour ses préposés

. Il faut un lien de « préposition » entre l'organisateur (le commettant) et la personne à l'origine du dommage (le préposé). Ce lien existe lorsqu'il existe un pouvoir de subordination : l'organisateur doit donner des ordres et/ou des instructions sur la manière de remplir les fonctions confiées à la personne considérée : un contrat de travail, un mandat, un stagiaire en formation. S'il y a sous-traitance habituelle et organisée, le sous-traitant est considéré comme un préposé

- Cass. crim. 15 février 1972.

. Il faut que le préposé ait commis l'acte dommageable dans le cadre de ses fonctions, sous les ordres de l'organisateur

- Cass. ass. plén. 19 mai 1988

- Cass. civ. 2ème, 22 mai 1995

- C. Cass. ass. plén., 19 mai 1988, Dalloz 1988 p. 513.

- C. Cass. crim., 23 juin 1988, D. 1988, Informations rapides, p. 236.

NB : Si le préposé agit en dehors des fonctions pour lesquelles il est employé, sans autorisation et à des fins étrangères à ses attributions, l'organisateur n'est pas responsable

☛ ***Ici, la responsabilité du dommage repose sur le seul préposé, avec application du régime de la responsabilité civile délictuelle.***

. Le commettant peut engager une action récursoire contre son préposé : il peut se retourner contre son préposé :

- C. Cass. 1ère civ., 25 novembre 1992, bull. civ. I, n° 293

- C. Cass. com., 12 octobre 1993, D. 1994, p. 124

. Lorsque le préposé cause un dommage par l'intermédiaire d'une chose, on applique les règles relatives à la garde de la chose (article 1384 al. 1 du Code civil)

☛ Ici le commettant ne pourra se retourner contre son préposé qu'en cas de faute personnelle et détachable du service du préposé

- **Les causes d'exonération de l'organisateur privé**

Chaque fois que l'inexécution est due à un cas de **force majeure**³⁷, la responsabilité disparaît.

La responsabilité de l'organisateur peut être atténuée par **la faute de la victime**³⁸ ou le défaut de surveillance des parents :

- C.Cass. 1ère civ. 2 mars 1983
- C.A. Aix 6ème ch. 27 octobre 1955
- C.A.A. Nantes 21 mars 1990.

II.3.3 La responsabilité des loueurs

Le loueur participe à l'activité sportive en ce qu'il apporte son concours au sportif en lui fournissant les biens ou les services dont celui-ci a besoin pour exercer son activité, mais son rôle se limite à la mise à disposition de matériel ou de local

- Il doit délivrer la chose louée et en assurer une jouissance paisible (art. 1719 du Code civil)
- Il doit garantir tous les vices ou défauts qui empêchent l'usage de cette chose (art. 1721 du Code civil).

- T. civ. Seine, 22 octobre 1954 : Gaz. Pal. 1955, 1, p. 221

Le loueur est responsable de façon générale des défauts de la chose qui la rendent impropre à l'usage auquel on la destine, ou qui diminuent tellement l'usage que le locataire n'aurait pas contracté, ou aurait contracté à moindre prix, s'il les avait connus :

- Cass. Req. 3 juin 1926 : D 1927, 1, 167
- Cass. Civ. III, 27 février 1973 : Bull Civ III, n° 150
- Cass. Civ. III, 6 juillet 1977 : JCP 77, éd. G, IV, 230.

³⁷ **La force majeure** doit réunir les caractères d'imprévisibilité, d'irrésistibilité et d'extériorité. Il s'agit d'un événement du à l'action des forces de la nature, qui échappe au contrôle et à la maîtrise de la personne concernée Cet événement est, lui-même, ou ses conséquences, difficilement prévisible. Il ne peut faire l'objet de précaution efficace à un coût économiquement raisonnable. Sont considérés comme cas de force majeure les événements climatiques : tempêtes, orages exceptionnels, inondations, glissements de terrain, éboulement de falaise,...

³⁸ **La faute de la victime** résulte de son comportement imprudent ou négligent, du non respect des règles techniques et de sécurité, de la mauvaise utilisation du matériel, ...

. Si le loueur fixe les équipements personnels (gilet, casque) il peut engager sa responsabilité si l'opération de fixation est défectueuse (ex : mauvais laçage du gilet)

. Si le loueur fournit une carte ou un topoguide, il engage sa responsabilité car il s'agit d'une prestation accessoire à celle de location du matériel

. Dans le contrat de location de matériel sportif, la garde de la chose, caractérisée par le pouvoir de direction et de contrôle est transférée au locataire :

☛ ***C'est le locataire qui est responsable des dommages causés par le matériel loué :***

- T.G.I. Bergerac, 8 août 1996, Cts Carves c/ Ass. Castelnaud en Périgord et autres, req. n° 99601093, location de matériel de canoë-kayak

III/ - La responsabilité pénale des différents acteurs

Les activités de pleine nature peuvent être génératrices de dommages qui, dans de nombreux cas, trouvent leur origine dans le fait, intentionnel ou non, d'un autre pratiquant, d'un organisateur ou d'un aménageur privé ou public. Ce dernier peut, à ce titre être condamné à réparation du préjudice par le versement de dommages-intérêts, ou, en cas d'atteinte à l'intégrité physique, être condamné sur le plan pénal, avec des peines d'amende ou de prison.

La **responsabilité pénale** met en jeu l'**intérêt public**. Il s'agit de **protéger la victime et de réprimer les faits considérés comme répréhensibles**.

III.1 Les éléments de la responsabilité pénale

Pour être reconnu pénalement responsable, il faut avoir commis **une infraction**. Cette infraction pour être constituée doit obligatoirement être composée des éléments suivants :

- **un élément légal** : c'est à dire que l'infraction ainsi que la peine qui lui est assortie doit être prévue par un texte pour trouver à s'appliquer. Ainsi, concernant la classification des infractions, (**article**

111-1 du Code pénal : “ les infractions pénales sont classées, suivant leur gravité, en crimes, délits et contraventions ”).

- un élément matériel : pour que l'infraction soit constituée, il faut que l'individu ait commis un acte matériel. Celui-ci ne se définit pas obligatoirement comme une **action**, il peut s'agir d'une **omission** (ex. : la non assistance à personne en péril).

- un élément moral : cet élément qualifié également d'élément intentionnel, ne signifie pas que les seules infractions punissables sont celles à l'égard desquelles on peut relever une intention coupable de leur auteur. En effet, **même les actes commis sans intention de nuire** peuvent être punies sur le plan pénal (**article 121-3 du Code pénal : infractions non intentionnelles**).

Les infractions pénales sont portées, suivant leur degré de gravité, devant diverses juridictions :

- s'il s'agit d'une contravention : devant le tribunal de police
- s'il s'agit d'un délit : devant le tribunal correctionnel
- s'il s'agit d'un crime : devant la cour d'assises

III.2 Les principales infractions susceptibles d'être commises et sanctionnées en matière de pratique et d'organisation d'activités de loisirs ou sportives

NB : En matière sportive et singulièrement dans le domaine des activités de pleine nature, les infractions commises résultent dans la plupart des cas, d'une faute d'imprudence ou de négligence et très rarement d'un acte volontaire.

. L'article L 121-3 du Code pénal indique qu'il n'y a pas de crime ou de délit sans intention de le commettre, mais, si la loi le prévoit :

- il y a délit de mise en danger délibéré d'autrui
- il y a également délit en cas de faute d'imprudence, de négligence, de manquement à une obligation de prudence ou de sécurité, en cas d'absence de diligences normales, compte tenu de la mission ou des fonctions.

. L'homicide involontaire (article L 221-6 du Code pénal)

Tout acte commis par **maladresse, imprudence, inattention, négligence, manquement à une obligation de sécurité** ayant entraîné la mort d'une personne est susceptible de se trouver puni d'une peine d'emprisonnement de 3 ans et d'une peine d'amende de 45 000 €.

Tout acte commis par violation **manifestement délibérée d'une obligation de sécurité ou de prudence imposée par une loi ou un règlement** ayant entraîné la mort d'une personne est susceptible de se trouver puni d'une peine d'emprisonnement de 5 ans et d'une peine d'amende de 75 000 €.

. **L'incapacité temporaire de travail** (articles L 222-19 et 222-20 du Code pénal)

Tout acte commis par **maladresse, imprudence, inattention, négligence ou manquement à une obligation de sécurité imposée par la loi ou le règlement** entraînant une ITT de plus de 3 mois est susceptible de se trouver puni d'une peine d'emprisonnement de 2 ans et d'une peine d'amende de 30 000 €.

Si l'ITT est inférieure à 3 mois : il y a une peine d'amende de 5^{ème} Classe.

Tout acte commis par violation **délibéré d'une obligation de sécurité ou de prudence imposée par une loi ou un règlement** entraînant une ITT de plus de 3 mois est susceptible de se trouver puni d'une peine d'emprisonnement de 3 ans et d'une peine d'amende de 45 000 €.

Si l'ITT est inférieure à 3 mois : la peine d'amende est de 15 000 €, la peine de prison de 1 an.

. **La mise en danger** (Article L 223-1 du Code pénal)

Le fait d'exposer directement quelqu'un à un risque immédiat de mort ou de blessure grave par violation manifestement délibérée d'une obligation particulière de sécurité ou de prudence imposée par une loi ou un règlement est susceptible d'être puni d'une peine d'emprisonnement de 1 an et d'une peine d'amende de 15 000 €.

NB : Cette infraction sanctionne non pas le résultat (la mort ou l'ITT), mais le simple « risque » à l'exposition du danger.

. **La non assistance à personne en danger** (Article L 223-6 du Code pénal)

Toute personne qui s'abstient volontairement de porter secours à une personne en péril, alors qu'il n'y a aucun danger pour elle-même ou pour les tiers, est susceptible d'une peine d'emprisonnement de 5 ans et d'une peine d'amende de 75 000 €.

NB : Le secours peut avoir lieu directement par la personne elle-même, il peut aussi se manifester par l'alerte des services de secours.

III.3 La responsabilité pénale des personnes publiques

La personne publique organisatrice d'activités sportives ou de loisirs peut engager sa responsabilité pénale en cas d'accident causé au pratiquant usager du service public.

Les personnes publiques : communes, département et région, **à l'exclusion de l'Etat**, sont pénalement responsables des infractions commises, pour leur compte, par leurs organes ou représentants (article L 121-2 du Code pénal)

. Conditions de la responsabilité de la collectivité :

1°) Les infractions doivent avoir été commises dans l'exercice d'activités susceptibles de faire l'objet de conventions de délégation de service public.

- ➔ **Les collectivités locales ne seront pas poursuivies si des infractions ont été commises dans le cadre d'activités de police**
- ➔ L'autorité publique investie du pouvoir de police administrative pourra être poursuivie pénalement

2°) L'imputabilité

Les infractions commises par les personnes morales doivent avoir été commises **“ pour le compte, par leurs organes ou leurs représentants ”**.

- ➔ Une personne morale ne peut être reconnue responsable des infractions commises par un dirigeant à l'occasion de l'exercice de ses fonctions si celui-ci agit pour son propre compte et dans son seul intérêt personnel (responsabilité pénale personnelle de la personne concernée).

NB : La responsabilité de la collectivité locale, personne morale n'est pas exclusive d'une responsabilité personnelle de l'élu, de l'agent de la collectivité concernée.

3°) La nature de l'activité

L'infraction doit avoir été commise dans l'exercice d'activités susceptibles de faire l'objet d'une **convention de délégation de service public**, ce dernier renvoyant aux activités des collectivités tendant à la satisfaction d'un intérêt général : **concession, affermage, régie intéressée, gérance.**

➔ Le concessionnaire qui se voit confier l'organisation et le fonctionnement de l'activité peut engager sa responsabilité pénale en cas de faute de sa part.

. La responsabilité pénale des élus

Le maire ou l'élu municipal qui le remplace, peuvent être condamnés pénalement pour les délits non intentionnels commis dans l'exercice de leurs fonctions.

☛ Responsabilité pénale personnelle de la personne physique, conf. V ci-dessous

Conditions :

La responsabilité de l'élu n'est établie que s'il est démontré que celui-ci n'a pas accompli les diligences normales, compte tenu de ses compétences, du pouvoir et des moyens dont il disposait, ainsi que des difficultés propres aux missions que la loi lui confie.

NB : La commune est tenue d'accorder sa protection au maire ou à l'élu municipal (Article L 2123-24 du Code Général des Collectivités Territoriales).

. La responsabilité pénale des fonctionnaires

Les fonctionnaires et agents des collectivités peuvent être poursuivis individuellement pour les faits non intentionnellement commis dans l'exercice de leurs fonctions.

☛ Responsabilité pénale personnelle de la personne physique, conf. V ci-dessous.

Conditions :

La responsabilité du fonctionnaire n'est établie que s'il est démontré qu'il n'a pas accompli les diligences normales, compte tenu de ses compétences, de son pouvoir et des moyens dont il disposait, ainsi que des difficultés spécifiques de sa mission.

III.4 La responsabilité pénale des personnes privées

III.4.1 La responsabilité pénale individuelle des personnes physiques

Les auteurs d'infractions ayant entraîné homicide involontaire ou ITT, ou ayant omis de porter secours à personne en danger, ou ayant commis une mise en danger délibérée peuvent être poursuivis sur le fondement des articles : L 121-3, L 221-6, 222-19, 222-20, 223-6 et 223-1 du Code pénal (Conf I. ci-dessus).

Il s'agit en premier lieu des pratiquants ou des préposés des organisateurs privés, mais aussi des représentants des personnes morales ou publiques, du maire ou de son remplaçant, ou des fonctionnaires qui se sont placés hors de leurs missions et moyens.

Deux spéléologues avaient entraîné un ami débutant dans une cavité afin de lui faire découvrir l'activité de spéléologie. Mais le néophyte, compte tenu de la configuration des lieux ne s'était manifestement pas préparé à la descente et décédait suite à un accident.

Les deux spéléologues furent reconnus responsables pénalement pour homicide par imprudence en ayant entraîné leur ami dans la cavité :

- Trib. correct. Besançon, 10 juin 1998.

III.4.2 La responsabilité pénale des personnes morales de droit privé

Les entreprises, les SA, les SARL, les associations peuvent être poursuivies pénalement si elles ont commis une infraction à la loi pénale (Article L 121-1 du Code pénal).

Les infractions et les sanctions sont celles prévues aux articles : L 121-3, L 221-6, 222-19, 222-20, 223-6 et 223-1 du Code pénal (Conf. ci-dessus).

NB : La responsabilité des personnes morales n'exclut pas celle des personnes physiques qui les composent : les dirigeants, les gérants, les présidents ou membres des associations. (Article L 121-3 du Code pénal).

SYNTHESE DES DIFFERENTS REGIMES DE RESPONSABILITE

La responsabilité des pratiquants d'activités de pleine nature			
	Régime de responsabilité applicable	Causes d'exonération	Situation de responsabilité
La Responsabilité civile du pratiquant	Responsabilité civile du fait personnel (art. 1382 du Code civil) Il faut démontrer la faute, ainsi que le lien de causalité entre cette faute et le préjudice.	- Force majeure - Fait de la victime - Fait du tiers - Acceptation des risques normaux inhérents à la pratique de l'activité (admise de façon restrictive par la jurisprudence)	Responsabilité civile du fait personnel (faute d'imprudence) résultant du non respect par des pratiquants des règles de progression existantes en matière de sports de montagne
	Responsabilité civile du fait des choses que l'on a sous sa garde (art. 1384 al.1 du Code civil) Il n'y a pas de faute à démontrer, il faut déterminer qui est le gardien, qu'elle est la chose qui a causé le préjudice		

La responsabilité des organisateurs d'activités sportives de pleine nature			
	Régime de responsabilité applicable	Causes d'exonération	Situation de responsabilité
La responsabilité des organisateurs publics	<p>- Principe : Responsabilité pour faute dans l'organisation ou le fonctionnement du service public</p> <p>- Exception : Responsabilité sans faute à l'égard du collaborateur occasionnel du Service public</p>	<p>- Force majeure</p> <p>- Fait de la victime</p> <p>- Fait du tiers sauf à l'égard du collaborateur occasionnel du service public auquel s'applique une responsabilité sans faute</p>	<p>- défaut d'entretien d'un site lié au fonctionnement d'un service public</p> <p>- responsabilité du déléataire du service public</p>
La responsabilité des organisateurs privés	<p>- Principe : responsabilité contractuelle à l'égard du pratiquant</p> <p>- Exception : responsabilité délictuelle à l'égard des pratiquants non liés par contrat et à l'égard des tiers</p>	<p>- Force majeure</p> <p>- Force majeure</p> <p>- Fait de la victime</p> <p>- Fait du tiers</p>	<p>- choix d'un itinéraire dangereux</p> <p>- encadrement insuffisant</p> <p>- non observation des conditions météo et non respect d'une interdiction d'accéder à un site dangereux</p>

La responsabilité des propriétaires et aménageurs de sites sportifs de pleine nature			
	Régime de responsabilité applicable	Causes d'exonération	Situation de responsabilité
La responsabilité du propriétaire public	Responsabilité du fait de l'ouvrage public défectueux : - pour faute présumée à l'égard de l' usager de l'ouvrage - sans faute à l'égard du tiers à l'ouvrage	- Force majeure - Fait de la victime - Preuve de l'entretien normal de l' ouvrage sauf à l'égard du tiers victime	- responsabilité pour inexistence d'un ouvrage public nécessaire à la sécurité des usagers - défaut de signalisation - exonération du propriétaire : force majeure, fait de la victime
La responsabilité des propriétaires privés	Responsabilité civile du fait des choses que l'on a sous sa garde (art. 1384 al. 1er du Code civil). Il n'y a pas de faute à démontrer, il faut déterminer qui est le gardien, qu'elle est la chose qui a causé le préjudice En cas de convention d'usage ou de passage d'un bien, possibilité de transfert de garde et donc de responsabilité	- Force majeure - Fait de la victime - Fait du tiers - preuve de l'accomplissement des diligences normales (signalisation des dangers présentés par le site)	- responsabilité pour défaut de signalisation du risque d'éboulement d'une falaise - force majeure exonératoire pour le propriétaire

**La responsabilité de la personne publique
pour faute dans l'exercice des pouvoirs de police**

	Régime de responsabilité applicable	Causes d'exonération	Situation de responsabilité
La responsabilité administrative de la personne publique	Responsabilité pour faute ou carence dans l'exercice des pouvoirs de police Il faut démontrer la faute	<ul style="list-style-type: none"> - Force majeure - Fait de la victime - Fait du tiers 	<p>Responsabilité résultant d'un arrêté interdisant abusivement l'accès à un site de pratique</p> <p>Responsabilité liée au défaut de signalisation des dangers présentés par un site</p>

La responsabilité pénale				
Conditions générales	Il faut une infraction définie par la loi, un acte matériel (action ou abstention) un élément moral : une intention coupable ou un comportement non intentionnel, mais grave et qualifié par la loi d'infraction (L 121-3 du Code pénal)			
Causes d'exonération	Force majeure, trouble mental, légitime défense, commandement de la loi ou d'une autorité légitime			
	Personnes concernées			
	Personnes privées		Personnes publiques	Elus et fonctionnaires
	Personnes physiques	Personnes morales		
Fondements	Article L 121-1 du Code pénal	Article L 121-2 du Code pénal	Article L 121-2 du Code pénal	Articles L 121-2 et 3 du Code pénal
Conditions	L'accomplissement d'une infraction intentionnelle ou non intentionnelle dans les conditions de l'article L 121-3	L'accomplissement d'une infraction intentionnelle ou non intentionnelle pour le compte de la personne morale (entreprise ou association)	Activité susceptible de faire l'objet d'une délégation de service public Action accomplie pour le compte de la personne publique, par ses organes ou représentants : commune, conseil général, EPCI, établissement public NB : L'Etat n'est pas pénalement responsable	L'accomplissement d'une infraction intentionnelle ou non intentionnelle dans les conditions des articles L 121-2 et 3
Infractions/ Peines	L 221-6 : Homicide involontaire par : . Négligence, imprudence, manquement à une obligation de sécurité : 3 ans d'emprisonnement/45000 € d'amende . Violation manifestement délibérée à une obligation de sécurité légale ou réglementaire : 5ans/75000 € d'amende	L 222-19 ITT de + de 3 mois par : .Négligence, imprudence, manquement à une obligation de sécurité : 2 ans d'emprisonnement/30000 € d'amende Violation manifestement délibérée à une obligation de sécurité légale ou réglementaire : 3 ans/75000 € d'amende	L 222-20 ITT de – de 3 mois par Violation manifestement délibérée à une obligation de sécurité légale ou réglementaire : 1 an de prison/15 000 € d'amende	L 223-1 Mise en danger de mort ou de Blessure Violation manifestement délibérée à une obligation de sécurité légale ou réglementaire : 1 an d'emprisonnement/15000 €

ANNEXES

Annexe 1 : Réunion du 10.11.2010, Vallée de l'Hérault

Annexe 2 : Réunion du 30.10.2010, Vallée de la Vis

Annexe 3 : Courrier du 8.12.2010 « Assoc. Vis Vallée Nature »

Annexe 4 : Fiches techniques solutions toilettes publiques

Annexes 5 : Prescriptions techniques Foyers Aménagés, AP
n°2002.01.1932 du 25 avril 2002

Compte-rendu Réunion technique Vallée de l'Hérault

Mercredi 10 novembre 2010 - Brissac

Étude sur les flux touristiques le long du fleuve Hérault, de la rivière de la Vis et du Rieutord

Aménagement, accessibilité, gestion, sécurité,
canalisation des flux, zones de baignade,
différentes pratiques, législation et responsabilité... »

Étude commanditée par

la Communauté de Communes des Cévennes Gangeoises et Suménoises



Étaient présents

Contact	Structure / Fonction
BOURGET Emile	Conseiller avec délégation Mairie Agonès
CARRIERE Michel	Adjoint Maire Laroque
ESPARCEL Chantal	Adjointe Mairie Agonès
ETIENNE Stéphanie	Cabinet JED
FRANCOIS Jean	Adjoint Mairie Ganges
JOUVENEZ Nicolas	Cabinet JED
MORVAN Yann	CG 34 PEE
PETRIS Etienne	Adjoint Mairie Agonès
RICARD Dominique	Adjointe Mairie St-Bauzille-de-Putois
RODRIGUEZ Jean-Claude	Maire de Brissac

Excusés

Contact	Structure / Fonction
RIGAUD Jacques	Maire Ganges
HIDEUX Frédéric	Directeur OTI
RIVIERE Marc	Adjoint Mairie St-Bauzille-de-Putois

Ordre du jour : Le Schéma d'Aménagement et ses orientations

Cette réunion s'inscrit dans le prolongement de l'étude portant sur l'aménagement des bords de rivière sur le territoire de la CCCGS.

L'ordre du jour de cette réunion portait sur les éléments suivants :

- rappel du contexte juridique des zones de baignade
- validation des orientations du schéma d'aménagement pour chacun des sites identifiées sur ce secteur de la vallée de l'Hérault (Laroque – Brissac)

Déroulement et remarques :

➤ Précisions concernant la réglementation des zones de baignade

- **Baignades interdites** : motif d'interdiction « danger particulièrement grave pour la sécurité des baigneurs ». Obligations : arrêté municipal d'interdiction motivé ; affichage en mairie et sur site ; mesures matérielles démontrant l'interdiction.
- **Baignades non interdites mais non aménagées** : la baignade a lieu «aux risques et périls des usagers. Obligations : signaler que la baignade n'est pas interdite mais qu'elle a lieu aux risques et périls des usagers ; signaler de façon non équivoque et matérialiser les dangers inhabituels. Pour les baignades faisant l'objet d'une fréquentation importante **prévoir les moyens permettant l'intervention rapide des secours en cas d'accident (bornes téléphoniques, affichage numéro d'urgence)** + application et respect de la réglementation « eaux de baignade » : recensement, contrôle et suivi de la qualité, information du public et des autorités administratives)
- **Baignades aménagées** : Obligations : signaler et matérialiser zone de baignade ; poste de secours ; toilettes (au moins 2) ; service de surveillance ; signaler et matérialiser les dangers inhabituels ; prévoir les moyens permettant l'intervention rapide des secours en cas d'accident (bornes téléphoniques, affichage numéro d'urgence) + application et respect de la réglementation « eaux de baignade » : recensement, contrôle et suivi de la qualité, information du public et des autorités administratives)

**Dans le cadre de baignade interdite, il est nécessaire de contrôler le respect de la réglementation :
Courrier à l'attention de la gendarmerie demandant de contrôler le respect de l'arrêté pris.**

Remarques :

- **Concernant les dangers inhabituels :** Exemple d'une carcasse dans la rivière, enlevée par la commune de Laroque à ses frais. (Indication donnée par les prestataires CK qui réalisent une descente d'inspection chaque début de saison.)
- **Concernant le respect de la réglementation :** difficile compte-tenu du fait que les gendarmes doivent recevoir dans leur fonction le contrôle des sites (suite aux arrêtés municipaux). Mr le Maire de Brissac précise que suite aux réunions menées avec la gendarmerie, leur intervention se fait immédiatement si besoin suivant un appel et sous forme de contrôles réguliers.

La Mairie peut mettre en demeure la gendarmerie pour demande d'intervention.

Mr Pétris souligne que cela ne saurait dégager toute responsabilité à la commune.

- **Concernant les baignades aménagées :** les communes n'ont pas les moyens de financer des postes de surveillance.
- **Concernant les arrêtés de baignade interdite : *Qui peut s'opposer aux arrêtés ?***
- Contrairement à ce qui est évoqué, il n'existe pas de servitudes de passage le long de la rivière pour la pratique de la pêche. Il est rappelé que les pêcheurs louent des baux de pêche aux propriétaires riverains pour pratiquer.
- ***Une commune peut-elle être tenue responsable des pratiques développées par une commune située sur l'autre berge, et entraînant une fréquentation de l'ensemble de la rivière ?*** En réponse, il semble que non si cette commune n'a pas facilité une fréquentation sur ces berges.

➤ **Précisions concernant l'aménagement des sites :**

○ **Les gorges de l'Hérault de St-Bauzille de Putois à Laroque**

Le parking de la carrière dispose d'une ligne téléphonique à proximité et la mise en place d'un téléphone de secours est envisageable.

Le service route du CG 34 a prévu de mettre en place des grillages sur ce secteur pour limiter les chutes de pierres.

Il est évoqué la possibilité de réaliser un stationnement au début de la montée de la Draille (en face du CK le Moulin). Le chemin de la Draille permettrait un accès piétons aux sites d'escalades et spéléologie, voir un accès bord de rivière avec pour contrainte une traversée de la route. Compte tenu de la configuration de l'accès à ce chemin et au stationnement, un feu tricolore serait à mettre en place en sortie (feu conditionné par la présence d'un véhicule).

Il est rappelé la problématique de gestion des déchets, notamment sur ce site, et malgré la mise en place de poubelles en bord de route, la présence de déchets notamment de verre constante sur les berges.

○ **Pont suspendu (St Bazille de Putois)**

Il est rappelé le souhait de la mise en place d'un feu permettant la gestion des flux sur le pont, principalement en période estivale.

○ **Plage de Laroque (rive gauche)**

La problématique du Fesquet (situé en face, en rive droite) est directement évoquée : barrières cassées, absence de toilettes, nuisances

En réponse, Mr Morvan précise que ce site a été acquis par le département avec la TDENS (protection environnement + ouverture au public), il a vocation à être un site de détente (pique-nique, jeux) mais pas de baignade aménagée. Sur le stationnement, le panneau d'information doit être renouvelé.

○ **Brissac**

L'estimation de la fréquentation sur le site de St Etienne d'Issensac entre mi-avril et septembre est de 30 000 personnes. Mr le Maire précise qu'il envisage de réunir les professionnels et particuliers propriétaires pour participation financière aux frais de sécurité engagés sur le site. Concernant le développement de ce site, plusieurs éléments ont été évoqués:

- Joutant les parcelles achetées par le département au titre de la TDENS, deux parcelles sont propriétés de la commune avec pour vocation envisagé lors de l'achat de stationnement;
- Le long de la RD1 rive gauche, il est à envisager plusieurs poches de stationnement et limitation de celui-ci en bord de route.
- Le stationnement autour de la chapelle est également à requalifier (stationnement et aménagement paysager, revêtement stabilisé à la chaux).
- Le passage sur le pont est une problématique à prendre en compte en lien avec le sens interdit.

Il est porté à connaissance du bureau d'études, le développement d'une pratique de baignade proche du camping d'Anglas en passant par derrière.

De même, une pratique se développe sur des petits hameaux, en venant de Montpellier, avant le Col de la Cardonille, un accès par la droite permettant de rejoindre la rivière.

- **Moulin Neuf**

Réflexion à mener sur ce site.

Seuls les véhicules de la commune pour le ramassage des poubelles peuvent être autorisés à passer sur le chemin d'accès.

Sur le stationnement, le panneau d'information doit être renouvelé.

Un développement sous forme de débarquement canoë n'est pas envisageable.

- **Site privé de la commune Agonès**

Ce site pourrait avoir vocation à être un site :

- de détente et de loisirs (pique-nique, promenade, rassemblement de la commune)
- de repos / secours (parcours nautique)
- de pêche (mise à l'eau CK utilisée à l'année par les pêcheurs)

⇒ Limiter l'ouverture des berges, conserver la ripisylve

⇒ La commune est dans l'attente des propositions du BE

Remarques :

- Les invités demandent si l'étude prévoit la répartition des maîtrises d'ouvrage entre communes, communauté de communes et office de tourisme. En réponse, il est précisé que ces éléments seront développés dans le schéma de gestion.

Répondre aux questions : Qui fait quoi ? Hiérarchiser les interventions

⇒ Le besoin d'une brigade verte est évoqué et souhaité. (Minimum 2 personnes)

- *L'analyse de la demande concernant la baignade surveillée de la population locale et des touristes est évoquée* : cette demande, bien que n'ayant pas fait l'objet d'une analyse particulière, est une demande constante identifiée par l'Office de Tourisme et par les prestataires CK (atelier APN réalisé lors de la phase d'état des lieux).

- Concernant la pose de sanitaires, le département mène une réflexion depuis plusieurs années. La problématique repose non sur l'aménagement mais sur la gestion de ces équipements et la nécessité de lancer un marché pour entretien, marché à l'échelle départementale qui n'est pas adapté à la réalité de terrain.

Les communes, pour leur part, jugent ne pas avoir les compétences, qualifications et moyens suffisants pour la gestion de marchés annuels (surveillance, entretien...)

- Concernant les parcours nautique, le SDIS demande à ce que des balises soient posées tous les x km sur le parcours et sur la route pour faciliter les interventions.

- Les problématiques liées aux pratiques estivales canoë reposent sur les déplacements des remorques à canoës (vitesse, instabilité) :

- Il est rappelé que malgré ce sentiment, aucun accident n'a été répertorié avec une remorque).
- Une confusion est faite entre rafting, randonnée aquatique, canoë, kayak...
- La route entre St Bauzille et Brissac est de mauvaise qualité et trop étroite et nécessiterait une intervention permettant d'accepter le flux important en période estivale, notamment de remorques, camping-cars, caravanes et cars.

➤ **Autre remarque relative à la maîtrise foncière**

Questionnement relatif aux possibilités d'actions visant la maîtrise foncière préalable aux aménagements.

Peut-on exproprier un seul terrain ?

=> A l'instar de l'OGS de St-Guilhem, cela nécessite une étude juridique complète.

Compte-rendu Réunion technique Vallée de la Vis

Mardi 30 novembre 2010 - Cazilhac

<p>Étude sur les flux touristiques le long du fleuve Hérault, de la rivière de la Vis et du Rieutord</p>

Aménagement, accessibilité, gestion, sécurité,
canalisation des flux, zones de baignade,
différentes pratiques, législation et responsabilité... »

Étude commanditée par

la Communauté de Communes des Cévennes Gangeoises et Suménoises



Étaient présents

Contact	Structure / Fonction
DUSFOUR Denis	Mairie de Gorniès / Adjoint
METTLER Hans	Mairie de Gorniès / Maire
ROUANET André	Mairie de St-Laurent-le-Minier / Maire
LEBRUN Olivier	Mairie de Rogues / Maire
VETELE Claire	Association La Vis, Vallée Nature / Chargée de mission

COMPAN Pierre	Mairie de Cazilhac / Adjoint
ETIENNE Stéphanie	Cabinet JED / Consultante

Excusés

Contact	Structure / Fonction
SERVIER Pierre	Maire Cazilhac / Maire
RIEFF Guy	ONF Le Grenouillet / Garde Forestier
HIDEUX Frédéric	Office de tourisme intercommunal / Directeur

Ordre du jour : Le Schéma d'Aménagement et ses orientations

Cette réunion s'inscrit dans le prolongement de l'étude portant sur l'aménagement des bords de rivière sur le territoire de la CCCGS.

L'ordre du jour de cette réunion portait sur les éléments suivants :

- rappel du contexte juridique des zones de baignade
- validation des orientations du schéma d'aménagement pour chacun des sites identifiées sur ce secteur de la vallée de la Vis

Déroulement et remarques :

➤ **Précisions concernant la réglementation des zones de baignade**

- **Baignades interdites** : motif d'interdiction « danger particulièrement grave pour la sécurité des baigneurs ». Obligations : arrêté municipal d'interdiction motivé ; affichage en mairie et sur site ; mesures matérielles démontrant l'interdiction.
- **Baignades non interdites mais non aménagées** : la baignade a lieu «aux risques et périls des usagers. Obligations : signaler que la baignade n'est pas interdite mais qu'elle a lieu aux risques et périls des usagers ; signaler de façon non équivoque et matérialiser les dangers inhabituels. Pour les baignades faisant l'objet d'une fréquentation importante **prévoir les moyens permettant l'intervention rapide des secours en cas d'accident (bornes téléphoniques, affichage numéro d'urgence)** + application et respect de la réglementation « eaux de baignade » : recensement, contrôle et suivi de la qualité, information du public et des autorités administratives)
- **Baignades aménagées** : Obligations : signaler et matérialiser zone de baignade ; poste de secours ; toilettes (au moins 2) ; service de surveillance ; signaler et matérialiser les dangers inhabituels ; prévoir les moyens permettant l'intervention rapide des secours en cas d'accident (bornes téléphoniques, affichage numéro d'urgence) + application et respect de la réglementation « eaux de baignade » : recensement, contrôle et suivi de la qualité, information du public et des autorités administratives)

Dans le cadre de baignade interdite, il est nécessaire de contrôler le respect de la réglementation : Courrier à l'attention de la gendarmerie demandant de contrôler le respect de l'arrêté pris.

Actualisation du contexte territorial

Dans le cadre de la l'Opération Grand Site pour la labellisation du Grand Site de Navacelles, le Syndicat Mixte du Grand Site a engagé un schéma d'interprétation qui prévoit la répartition de l'information sur l'ensemble du territoire et dont les résultats sont prévus début 2011. Le Syndicat Mixte réalise par ailleurs une charte architecturale et paysagère qui sera proposée à l'adhésion des acteurs locaux.

En complément, un schéma de circulation, doit être engagé par le Syndicat Mixte du Grand Site de Navacelles (SMGSN). Ce schéma portera essentiellement sur les points noirs de la vallée, à savoir l'accès au site de Navacelles et le transit entre les deux Causses (Blandas et Larzac).

Le territoire du Grand Site s'étend sur 2 départements (Hérault/Gard) et sur 2 communautés de communes (Lodévois - Larzac / Pays Viganais)

Les entrées dans la vallée de la Vis

La signalisation des entrées de la Vallée de la Vis, répond à un double objectif d'**homogénéité** à l'échelle du territoire de la Communauté de Communes des Cévennes Gangeoises et Suménoises mais aussi de **singularité** de la Vallée de la Vis.

Le positionnement des signaux devra être relayé par le Grand Site de Navacelles, néanmoins, les entrées pouvant être diverses, il convient d'envisager un positionnement :

- Au Pont Submersible de la Foux (Blandas et St-Maurice-Navacelles)
- A la Cascade des Forces (Cazilhac)

Une remarque porte sur l'absence d'une signalisation de « La Vallée de la Vis » depuis l'A75. Après échange et discussion il est entendu que l'aménagement et la valorisation de la Vallée constitue le préalable à toute promotion et information. De plus, cette indication n'est peut-être pas souhaitable compte-tenu d'une volonté de développement touristique limité et maîtrisé.

Les activités nautiques et aquatiques

Les acteurs présents rappellent leur opposition au développement des pratiques aquatiques (canyoning, randonnée aquatique, canoë-kayak), en dehors de la pêche, activité présente sur la Vallée.

Une démarche sera engagée pour évaluer les impacts des activités de navigation sur les richesses écologiques présentes (tufs), et ainsi pouvoir en réglementer les pratiques.

Il est précisé au bureau d'étude, que l'ONF envisage d'interdire l'embarquement sur ses 2 km de rives.

Le bureau d'études prend note.

Concernant la pratique de la baignade, la volonté porte sur le maintien de l'activité sur la partie aval tout en limitant son développement et en conservant tous les points de baignade en zones « non aménagées et non surveillées » (cf. lettre jointe).

Sur la commune de Cazilhac, le site de la Traoucade (en amont de la Cascade des Forces) n'offre aucune possibilité de stationnement sécurisé, il serait donc souhaité d'en interdire ou d'en limiter l'accès.

Au-delà des mesures de police, les communes souhaitent faire respecter les interdictions de baignade et autres activités règlementées par la mise en place d'une brigade verte associée à une organisation des accès (interdiction de stationnement (glissières de sécurité ; absence de zone de stationnement ; absence de signalétique routière)

Cette brigade verte aura pour mission de veiller de façon générale au respect de la réglementation sur la Vallée de la Vis : baignade, pêche, randonnée aquatique, canyoning, navigation, aire de loisirs et de pique-nique.

Les orientations d'aménagement site par site

Chaque site a fait l'objet d'une présentation des orientations projetées par le bureau d'études.

Les remarques sont les suivantes :

- Sur la Commune de Cazilhac :

Le site des Forces : ce site comprend dans son ensemble la cascade et la petite plage à la confluence avec l'Hérault.

Une remarque est apportée pour préciser que cette cascade doit être dénommée « Cascade des Forces » pour éviter toute confusion avec la Cascade à St-Laurent-le-Minier dénommée « Cascade de la Vis ».

Un autre site non identifié dans l'état des lieux, fait l'objet d'une fréquentation estivale, malgré un accès très difficile et un stationnement en bord de route : « La traoucade ». Ce site se verrait interdit au titre de la sécurité des usagers (bord de route, accès très difficile).

- Sur la Commune de St-Laurent-le-Minier

Mr le Maire, précise que le chemin d'accès en rive gauche est propriété de la commune.

Un dépose-minute serait souhaité après le pont en allant vers le centre du village, avant de se rendre sur le stationnement proche du village (stationnement 2).

Mr le Maire souhaitait ne pas aménager ni surveiller cette zone.

Le positionnement de l'espace surveillé en rive gauche ne paraît pas satisfaisant, la volonté serait de conserver l'accès en rive droite.

Un projet de voie verte permettant la liaison depuis la cascade au village pourrait répondre au besoin de sécurisation du cheminement piéton depuis le stationnement 2 vers le site.

Le principe de mise en stationnement payant du parking situé à l'entrée du site est accepté.

Enfin, il est proposé d'aménager la zone de baignade surveillée en amont de la cascade, sur le site dénommé « la barquette ».

L'aménagement d'une place à feux pourrait être envisagé sur ce site, situé à proximité de la prise d'eau de la pisciculture.

L'aménagement du site de St-Laurent-le-Minier doit tenir compte de contraintes liées à la pollution des mines. La Communauté de Communes du Pays Viganais travaille sur les solutions techniques à privilégier.

L'idée d'une liaison cyclable, voie verte, permettant de se déplacer sur l'ensemble de la vallée constitue un objectif commun à l'ensemble des communes présentes.

- Sur la commune de Gornières

Le site de Planteyrols : les orientations projetées sont acceptées (stationnement limité, cheminement doux servant de support à des animations de sensibilisation et d'éducation à l'environnement.)

Une attention particulière sera apportée pour limiter les aménagements sur site

Le site du Grenouillet, propriété de l'ONF

Ce site dispose d'un robinet (eau non contrôlée), d'une place à feux et de tables de pique-nique. Les aménagements spécifiques ne sont pas aux normes. Néanmoins, il semble que la réalisation d'une place à feux, nécessite la réalisation d'un forage pour permettre l'intervention des pompiers en cas de besoin.

Au niveau de l'arboretum, le projet de valorisation thématique autour du thème « des forestiers » est acceptée.

La passerelle, surplombant la rivière, actuellement fermée, constitue un lieu de passage privilégié des randonneurs venant de St-Martin-de-Londres et se rendant sur le massif de la Séranne et de l'Aigoual. Cette passerelle, pourrait être supprimée et réalisée un peu en aval, limitant ainsi le passage à proximité immédiate de la Maison forestière.

L'ONF prévoit de déplacer voire de supprimer les tables, bancs et poubelles situés à proximité du cours d'eau pour concentrer l'activité autour de la zone de pique-nique aménagée.

Une question est soulevée quant à la possibilité d'indiquer « Eau de source non contrôlée » au lieu de « Eau non potable » => En réponse, non soit « potable » / « non potable »

- **Sur la commune de Rogues**

Le projet de Maison de la Vis est un projet en constante évolution.

Les premiers éléments de réflexion portent sur la réalisation par la commune d'un restaurant avec café rural, de gîtes familiaux et de groupes, d'une Maison de Pays.

Le projet de Maison de la Vis, s'inscrit quant à lui dans l'OGS, comme espace thématique sur la biodiversité et comme site d'observation et de suivi de la rivière.

Aucune préconisation n'est réalisée sur ce secteur par le bureau d'études.

Les objectifs généraux issus de la concertation de l'association « La Vis, vallée nature »

- Limiter et organiser le développement touristique dans la vallée de la Vis
- Orienter le public vers des activités respectant le milieu naturel et les habitants de la vallée
- Entrer dans une démarche de sensibilisation renforcée.

Echéances

2011 – Schéma d'interprétation

2011 – Document d'objectifs Natura 2000

2014 – Maison de la Vis

A l'intention du Cabinet JED
dans le cadre de l'étude sur les flux touristiques
le long du fleuve Hérault, de la rivière de la Vis et du Rieutord.

Objet : conclusions de la réunion du 7.12.10 du bureau de l'association *La Vis, vallée nature*

Madame, Monsieur,

Suite à la réunion technique Vallée de la Vis du 30.11.10, nous avons pris connaissance du compte rendu afin de rediscuter les mesures proposées. Cette réflexion a abouti à une position unanime de la part des maires de la basse vallée qui est de ne prévoir **aucun projet d'aménagement de baignade sur le cours de la Vis.**

La fréquentation de la vallée étant déjà à un niveau important, les points de la cascade de St-Laurent-le-Minier et des Forces devront faire l'objet de dispositions particulières aux niveaux **des sanitaires et de la gestion des déchets.**

Il s'agirait par ailleurs, en lien avec les communautés de communes concernées, de privilégier l'**information** concernant les risques et périls qu'encourent les usagers, concernant la sécurité (dangers inhabituels, intervention des secours, eaux de baignade), mais également concernant la gestion des déchets et les toilettes, les dispositions prises pour le stationnement le long de la vallée et une information générale pour rappeler la fragilité et la qualité de l'environnement de la vallée.

Par des moyens qui échappent aux responsabilités des communes, il faudrait prévoir l'intervention du département pour l'organisation et la réglementation de la circulation et du stationnement ainsi que pour l'intervention d'une brigade verte (prévention, sensibilisation, contrôles).

Merci de bien vouloir prendre en considération ces orientations dans votre restitution à venir et veuillez agréer l'expression de nos salutations distinguées.

Le bureau de l'association

La Vis, vallée nature



Les sanitaires secs « Saniverte © Ecosphère technologie »

Principe : Séparation des matières fécales et des urines qui tombent sur un tapis. L'utilisateur actionne une pédale pour mettre en mouvement le tapis. Pose de panneaux solaires assurant l'éclairage de la cabine, le séchage des matières solides et la ventilation de la cabine

L'évacuation des urines et eaux de lavage se fait par une tranchée d'épandage de 4 à 8 mètres de long ou par la pose d'une cuve étanche de 3000 litres enterrée (vidée une fois par an).

Plusieurs modèles

- Toilettes sèches à lombricompostage : les matières solides sont transformées en terreau par des lombrics.
- Toilettes sèches à mise en sac automatique et séchage : les matières solides tombées dans des sacs sont séchées par ventilation. La transformation en compost peut être assurée avec des bacs situés à proximité des toilettes.

NB : Le fonctionnement par lombricompostage nécessite un travail moins désagréable que le fonctionnement de mise en sac automatique. (Station debout dans le local technique)

Emprise au sol : 3 m x 2 m

Tarifs 2010 (Hors transport et terrassement)

Saniverte à lombricompostage : 33 920 € HTs

Saniverte à mise en sac automatique et séchage : 33 920 € HT

Fonctionnement / Entretien

- Entretien général : tous les jours voire tous les 3 jours en moyenne selon la fréquentation du site
 - o Nettoyer dessus du siège, sol de la cabine, si graffiti les nettoyer
 - o Eviter de vider une grande quantité d'eau dans les toilettes
- Consommables
 - o Pour un site à forte fréquentation une consommation de 4 à 6 bidons de 1 litre de gel est à prévoir sur une année.
 - o Le papier toilette utilisé dans les toilettes publiques est en général de l'ordre d'un rouleau de 380 mètres par semaine.
- Local de stockage (lombricompostage)
 - o Selon la fréquentation (assurée par Ecosphère pendant 5 ans + formation du personnel technique local pour les années suivantes)
 - o Tous les 6 mois (voire tous les ans) : manœuvrer 2 à 3 fois la manivelle de nettoyage du bac à urines ; vider 3 à 4 seaux de 5 à 10 litres chacun) dans la cuvette ; nettoyer la raclette en inox ; déplacer le tas de matières fécales et papiers toilettes et vérifier la présence des lombrics (rouges ou oranges)
 - o Tous les 5 à 20 ans : évacuer le terreau

Capacité :

- Sur la base d'une utilisation de 3 min par personne, capacité de 220 personnes par jour – Sur certains sites 250 pers./jour voire plus

Les sanitaires autonomes Groupe Maillard Industrie GMI

Sanitaires autonomes ou raccordable. Principe de cellule Nomade



Sanitaires NOMADE



Sanitaires remorques



Cellules intégrées

Sanitaires nécessitant :

- une cuve embarquée de 300 L (1000 personnes avant vidange). Possibilité d'étendre l'autonomie par la pose d'une cuve avec micro station d'épuration.
- WC nécessitant 40 litres d'eau potable
- 70 L pour le lave-main
- Electricité fournie par panneaux solaires
- Cellule intégrable (autonome ou raccordable) : forme boule, chalet, bâtiment existant, remorque
- Accessibilité handicapés
- Sanitaires autonettoyants
- Cellule déplaçable (boucles de levage)
- Déchets traités en station d'épuration
- Entretien régulier pouvant être assuré par GMI

Zone inondable :

- Résiste à la montée des eaux (50-90 cm)
 - Cuve rotomoulée haute densité.
 - Sanitaires mécaniques
-
- ⇒ Réalisations sur cahier des charges
 - ⇒ Idée de prix : WC autonomes 22000€ + 2000 € pour raccordable
 - ⇒ Coût des vidanges 1 fois/jour : vidange, réservoir d'eau, eau sanitaire, entretien 50 € / jour soit 1500 € / mois
 - ⇒ Possibilité de location

Les sanitaires biologiques « Satna »

Principe :

- Cuve de 700 L à 2000 L
- Cabine WC avec Siège à fibre composite raccordé à une fosse en polyéthylène (cuve plus ou moins volumineuse) avec convoyeur à bande ou rotatif
- Dispositif permettant de séparer urines et selles
- Mise ne dépression par une turbine pour éviter la formation d'odeurs
- Matières sèches : incinérées ou en compost ; urines : évaporées ou drainées
- Plusieurs modèles de cabines

Critères commerciaux :

- Protège les captages, nappes phréatiques, rivières
- Evite les désagréments des fosses septiques (bouchons, pompages ...)
- Est d'un entretien et fonctionnement simples, sûrs et peu coûteux
- Architecture intégrable à toutes les régions



En location 6000 pers.



Epandage et mise en sac 13235€HT

Produits :

Monocabine ASTER : 13235€HT (6000 pers.)

Double Cabine CRYSTAL : 22495€HT (2 x 6000 pers.)

3 cabines EDELWEISS : 59 655 €HT (60000 pers.)

Module Natura Mobile

- Energie électrique : 5825 € HT + 450 € (chauffage solaire)
- Sans énergie : 4450 €HT=> capacité 4000 utilisateurs

Location monocabine mobile Zénith (capacité 6000 utilisateurs)

Week-end : 150 €

FOYERS AMENAGES

PRESCRIPTIONS TECHNIQUES

Définition d'un foyer aménagé

Un « foyer aménagé » est défini comme un équipement récréatif mis à la disposition du public, dans un espace librement accessible au public et aménagé pour l'accueil de ce public. Ce foyer construit doit être en conformité par rapport aux dispositions du code de l'urbanisme.

Sont donc exclus les ouvrages de type barbecue installés sur un terrain clos et/ou à usage privatif qui sont considérés comme :

Soumis à l'AP n°2002.01.1932 du 25 avril 2002 si ce sont des barbecues non attenants à une habitation ;

Exclus de l'AP n°2002.01.1932 du 25 avril 2002 si ce sont des barbecues attenants à une habitation ou soumis au code de l'urbanisme et donc considérés comme des dépendances.

La place à feu est considérée comme aménagée dès lors qu'elle a été mise en œuvre par la volonté d'un maître d'ouvrage responsable de cet équipement, qui en assure l'entretien et le contrôle.

La demande d'arrêté préfectoral individuel autorisant l'emploi du feu dans des foyers spécialement aménagés sera effectuée par le maître d'ouvrage propriétaire et devra être accompagnée des documents suivants :

DT conforme au code de l'urbanisme (si nécessaire) ;

Avis conforme du SDIS ;

Avis conforme du service EFE de la DDAF ;

Projet de panneau d'information.

La place à feu du « foyer aménagé » sera autorisée dès lors que l'arrêté préfectoral individuel sera adopté et affiché, afin de préciser les conditions d'implantation et d'utilisation de l'ouvrage.

Période d'utilisation

Lorsqu'un arrêté individuel sera pris, l'utilisation du foyer aménagé sera, dans la majorité des cas, interdite pendant la période très dangereuse (du 16 juin au 30 septembre ou lorsque la vitesse du vent sera supérieure à 40 km/heure) ou encore lors d'une période d'interdiction par arrêté préfectoral spécifique.

Le propriétaire ou le « visiteur ayant droit » pourra toutefois demander une dérogation exceptionnelle comme définie à l'article 8 du chapitre II de l'arrêté préfectoral 2002.01.1932 du 25 avril 2002 relatif à la prévention des incendies de forêt et, en cas d'accord préfectoral, respecter les prescriptions conditionnelles.

Toutefois, sous réserve de l'existence dans un rayon de 10 mètres d'un RIA normalisé (robinet d'incendie armé), d'un débroussaillage réglementaire sur 50 mètres et d'un accès normalisé SDIS, l'autorisation d'emploi du feu dans ces foyers aménagés pourra être permanent (autorisé à l'année).

Cas particulier des campings

L'arrêté préfectoral relatif aux campings devra prendre en compte les prescriptions techniques énumérées ci-après pour que les foyers aménagés dans les campings soient conformes aux normes de sécurité départementales.

Comme énoncé précédemment, l'emploi du feu dans ces foyers aménagés pourra être permanent (autorisé à l'année) sous réserve de l'existence dans un rayon de 10 mètres d'un RIA normalisé (robinet d'incendie armé), d'un débroussaillage et maintien en état débroussaillé réglementaire et d'un accès normalisé SDIS.

Toute autre utilisation du feu dans l'enceinte du camping pourra être proscrite.

Débroussaillage

Les débroussaillage et maintien en état débroussaillé prévus par les présentes prescriptions techniques devront être conformes à l'arrêté préfectoral n° 2004 – 01 – 907 du 13 avril 2004 et à ses annexes actualisées.

1 - En cas d'utilisation du 1^{er} janvier au 14 mars et du 1^{er} octobre au 31 décembre :

Signalisation

Un panneau portant à minima les indications suivantes devra être implanté à proximité de la place à feu de manière à ce que l'utilisateur ne puisse pas en ignorer le contenu :

Nom d'usage et commune de situation de la place à feu ;

Numéro d'identification de la place à feu en référence à l'arrêté préfectoral ;

Information du visiteur du transfert de responsabilité du propriétaire vers lui ;

Rappel de l'AP emploi du feu et de ses principales restrictions : période rouge et vent supérieur à 40 km/heure ;

Charbon de bois recommandé comme combustible ;

Eteindre le feu après usage ;

Numéro d'appel des secours 18 ou 112 et distance au 1^{er} CS.

A - Volume central, implantation par foyer :

Chaque foyer, maçonné, fixé au sol protégé par rapport aux vents dominants et équipé d'un dispositif pare-flamme, doit être contenu dans un volume répondant aux caractéristiques suivantes :

Emprise au sol dans un carré compris entre 1m et 2 m de côté ;

Hauteur du foyer par rapport au sol comprise entre 0,75 et 1,30 m.

B - Volume de sécurité principal :

Réalisation d'une plate-forme incombustible dans un rayon de 2 mètres autour du volume central ;

Elimination de tout matériel combustible à la verticale de la plate-forme jusqu'à une hauteur de 3 mètres au-dessus du volume central du foyer.

C - Volume de sécurité secondaire :

Débroussaillage et maintien en état débroussaillé sur un rayon de 50 mètres autour du volume de sécurité principal ;

Accès normalisé SDIS aux véhicules de secours à moins de 80 mètres.

2 - En cas d'utilisation à l'année :

Signalisation

Un panneau portant à minima les indications suivantes devra être implanté à proximité de la place à feu de manière à ce que l'utilisateur ne puisse pas en ignorer le contenu :

Nom d'usage et commune de situation de la place à feu ;

Numéro d'identification de la place à feu en référence à l'arrêté préfectoral ;

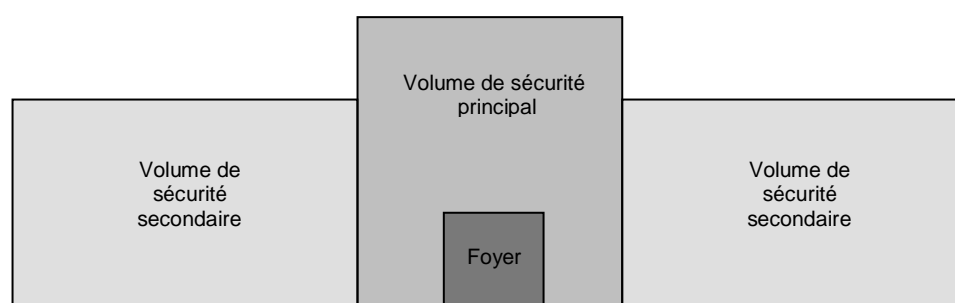
Information du visiteur du transfert de responsabilité du propriétaire vers lui ;

Charbon de bois recommandé comme combustible ;

Eteindre le feu après usage ;

Conseil d'utilisation du RIA ;

Numéro d'appel des secours 18 ou 112 et distance au 1^{er} CS.



A - Volume central, implantation par foyer :

Chaque foyer, maçonné, fixé au sol protégé par rapport aux vents dominants et équipé d'un dispositif pare-flamme, doit être contenu dans un volume répondant aux caractéristiques suivantes :

Emprise au sol dans un carré compris entre 1m et 2 m de côté ;

Hauteur du foyer par rapport au sol comprise entre 0,75 et 1,30 m.

B - Volume de sécurité principal :

Réalisation d'une plate-forme incombustible dans un rayon de 2 mètres autour du volume central ;

Elimination de tout matériel combustible à la verticale de la plate-forme jusqu'à une hauteur de 3 mètres au-dessus du volume central du foyer.

C - Volume de sécurité secondaire :

Débroussaillage et maintien en état débroussaillé sur un rayon de 50 mètres autour du volume de sécurité principal ;

Existence dans un rayon de 10 mètres d'un RIA normalisé (robinet d'incendie armé) ;

Accès normalisé SDIS aux véhicules de secours.

